

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 134**24 janvier 2002****SOMMAIRE**

Air Ambiance Filters Europe Holding S.A., Luxembourg	6431	Homilux S.A.H., Luxembourg	6420
Aktieselskabet Varde Bank	6432	HSBC Institutional Client Funds Sicav S.A., Luxembourg	6419
Alesontia - Letzebuurger Studenten zu Bonn, A.s.b.l., Luxembourg	6413	HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A., Luxembourg	6421
Alfimark Holding S.A., Luxembourg	6427	HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A., Luxembourg	6421
Alsinvest S.A., Luxembourg	6431	Hugo S.A., Luxembourg-Kirchberg	6418
AXA Luxembourg Fund, Sicav, Luxembourg	6386	Hugo S.A., Luxembourg-Kirchberg	6418
Baltic Investments S.A.H., Luxembourg	6406	I.F.D.C., International Finance Development Company S.A.H., Luxembourg	6425
CDC IXIS Global Sectoriel	6397	I.P.P. Luxembourg S.A., Luxembourg	6425
CS Carat (Lux), Sicav, Luxembourg	6428	Immobilien Entwicklung S.A., Luxembourg	6429
Duva Holding S.A., Luxembourg	6428	Immosan S.A., Luxembourg	6423
EDM International, Sicav, Luxembourg	6430	Innovision Holding S.A., Luxembourg	6425
F.V.A., Fleischverarbeitung Gesellschaft S.A., Bascharage	6419	International Participation Control S.A., Luxembourg	6426
F.V.A., Fleischverarbeitung Gesellschaft S.A., Bascharage	6419	Invesco Taiwan Growth Management S.A., Luxembourg	6415
F.V.A., Fleischverarbeitung Gesellschaft S.A., Bascharage	6419	Investa Food A.G.	6426
Fen-Portfolio S.A.H., Luxembourg	6429	Investi Holding S.A., Luxembourg	6426
Fiborg S.A., Luxembourg	6417	Isny S.A.H., Luxembourg	6430
Fides (Luxembourg) S.A., Luxembourg	6416	Julius Baer Multiclient	6388
Fides (Luxembourg) S.A., Luxembourg	6416	Jürgen Schillo, S.à r.l., Luxembourg	6424
Findim Group S.A., Luxembourg	6418	Kalbax, S.à r.l., Luxembourg	6427
Finibanco Portfolio Fund, Sicav, Luxembourg	6405	Kalbax, S.à r.l., Luxembourg	6427
Fleurs et Hydroculture-Service, S.à r.l., Steinsel ..	6420	Kortstrukt Holding S.A., Luxembourg	6426
Fleurs et Hydroculture-Service, S.à r.l., Steinsel ..	6421	KPN Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	6416
Fondation Recherche sur le S.I.D.A., Luxembourg	6386	Lamda Investments S.A., Luxembourg	6431
Forchim S.A.H., Luxembourg	6429	Magenta S.A., Luxembourg	6428
G.W.L. Invest Holding S.A., Luxembourg	6406	Marine Resources Inc. S.A.H., Luxembourg	6423
G.W.L. Invest Holding S.A., Luxembourg	6406	Maxicav, Sicav, Luxembourg	6386
Global Shipping Services S.A., Luxembourg	6422	mfi shipping company S.A., Luxembourg	6409
Global Shipping Services S.A., Luxembourg	6422	OD Investments S.A.	6405
Global Shipping Services S.A., Luxembourg	6422	Quadrex Group International S.A.H., Luxembourg	6427
Grand Hôtel Verwaltung S.A., Luxembourg	6424	Rheingold S.A.H., Luxembourg	6431
Grand Hôtel Verwaltung S.A., Luxembourg	6424	Service RBS. Institut de Formation. Académie Seniors, A.s.b.l., Itzig	6396
Grand Hôtel Verwaltung S.A., Luxembourg	6424	Takolux S.A.H., Luxembourg	6429
Grand Hôtel Verwaltung S.A., Luxembourg	6424	Valores S.A.H., Luxembourg	6432
Histo Construction S.A.H., Luxembourg	6408		
Hobevest S.A.H., Luxembourg	6423		

FONDATION RECHERCHE SUR LE S.I.D.A., Etablissement d'utilité publique.
Siège social: L-1210 Luxembourg, 4, rue Nicolas Ernest Barblé, Centre Hospitalier Luxembourg.

COMPTES DE L'EXERCICE 2000

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Dons	1.701.800	Frais de salaires	9.203.523
Caisse centrale de l'Etat: participation transi- toire aux frais de fonctionnement	21.025.000	Frais fonctionnement laboratoire rétrovirologie	7.030.518
		Frais fonctionnement fondation	37.866
		Frais de formation continue personnel rétrovi- rologie	102.127
Intérêts	322.561	Frais TVA 1999	1.183.111
Etude Innogenetics	39.533	Avoirs en caisse au 31 décembre 2000	17.230.440
Avoirs en caisse au 1 ^{er} janvier 2000	11.698.691		
Total:	34.787.585	Total:	34.787.585

BUDGET DE L'EXERCICE 2001

Frais de salaires	10.500.000
Frais de fonctionnement du laboratoire de Rétrovirologie	11.750.000
Frais de fonctionnement de la Fondation	100.000
Frais de formation continue du personnel du laboratoire de Rétrovirologie	350.000
Frais d'équipement du laboratoire de Rétrovirologie	3.000.000
Total:	25.700.000

Pour le Conseil d'Administration

R. Hemmer / P. Kirpach

Président / Trésorier

Conseil d'administration:

Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, Présidente d'Honneur

Monsieur Robert Hemmer, Président du Conseil d'Administration

Madame Janine Jost-Biver, Secrétaire

Monsieur Pierre Kirpach, Trésorier

Madame Danielle Hansen-Koenig, Membre

Monsieur Paul Kremer, Membre

Monsieur Arsène Kronshagen, Membre

Pour le Conseil d'Administration

J. Jost-Biver

Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2001, vol. 554, fol. 39, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(01688/267/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2002.

MAXICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

AXA LUXEMBOURG FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille deux, le huit janvier.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- MAXICAV, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et dont le siège social sera transféré sous peu au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg (les actionnaires seront avisés de la date du transfert par publication au Luxemburger Wort) représentée par M^e Gast Juncker, maître en droit, résidant à Luxembourg, suivant une procuration datée du 7 janvier 2002 qui restera annexée à l'original du présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci;

2.- AXA LUXEMBOURG FUND, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg représentée par M^e Gast Juncker, maître en droit, résidant à Luxembourg, suivant une procuration datée du 7 janvier 2002 qui restera annexée à l'original du présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci; qui ont fait les déclarations suivantes:

1) AXA LUXEMBOURG FUND est un organisme de placement collectif, constitué au Luxembourg le 14 janvier 1988 pour une durée illimitée, organisé sous la forme d'une structure à compartiments multiples avec différents portefeuilles

d'actifs (chacun désigné ci-après comme un «Compartiment») chacun représenté par une classe séparée d'actions tel que décrit dans le prospectus actuellement en vigueur d'AXA LUXEMBOURG FUND; à l'intérieur de chaque Compartiment le conseil d'administration de AXA LUXEMBOURG FUND peut émettre deux catégories d'actions: une catégorie d'actions de capitalisation et une catégorie d'actions de distribution;

2) MAXICAV est un organisme de placement collectif constitué au Luxembourg le 28 septembre 1987 pour une durée illimitée organisé sous la forme d'une structure simple sans compartiment;

MAXICAV sera fusionné dans un compartiment de AXA LUXEMBOURG FUND nouvellement créé à cet effet, dénommé AXA LUXEMBOURG FUND - MAXICAV qui émettra une seule catégorie d'actions de capitalisation et dont la politique d'investissement sera identique à celle de MAXICAV.

Le conseil d'administration de MAXICAV a approuvé le projet de fusion ayant comme but, notamment, d'offrir à ses actionnaires une base d'actifs et une flexibilité plus importante en leur permettant après la fusion de convertir leurs actions dans d'autres compartiments de AXA LUXEMBOURG FUND et d'obtenir un meilleur rendement de leurs actions en répartissant certains coûts fixes sur une base d'avoirs plus importante.

Le conseil d'administration de AXA LUXEMBOURG FUND a également approuvé le projet de fusion qu'il estime être dans l'intérêt de ses actionnaires en raison de la répartition de certains coûts fixes sur une base d'avoirs plus importante.

Il est convenu sous réserve (i) de ce qui est prévu au paragraphe 1) ci-après, et (ii) de toute autre modification qui sera approuvée par les administrateurs de MAXICAV et/ou de AXA LUXEMBOURG FUND en raison d'exigences réglementaires, que:

1) à la date de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de MAXICAV prévue par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») et, si exigée par un ou plusieurs actionnaires de AXA LUXEMBOURG FUND représentant au moins 5% du capital souscrit de cette société, de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de AXA LUXEMBOURG FUND, approuvant la fusion, ou à toute autre date telle que fixée par l'assemblée générale des actionnaires de MAXICAV (ci-après désignée par la «Date Effective»), MAXICAV apportera tous ses avoirs et tous ses engagements (désignés ci-après par les «Avoirs») à AXA LUXEMBOURG FUND - MAXICAV, un compartiment nouvellement créé dans AXA LUXEMBOURG FUND, conformément à l'article 257 et suivants de la Loi.

2) en échange de la contribution des Avoirs, AXA LUXEMBOURG FUND émettra au profit des actionnaires de MAXICAV un nombre d'actions de AXA LUXEMBOURG FUND - MAXICAV égal au nombre d'actions que possèdent les actionnaires dans MAXICAV, le prix d'émission des actions de AXA LUXEMBOURG FUND - MAXICAV sera, en effet, fixé à la valeur nette d'inventaire par action de MAXICAV à la Date Effective.

3) suite à la fusion, MAXICAV cessera d'exister.

4) toutes les actions nouvelles de AXA LUXEMBOURG FUND seront des actions de capitalisation émises sous la forme d'actions au porteur.

Les actions au porteur de MAXICAV ne feront pas l'objet d'un échange mais pourront être présentées à l'estampillage aux guichets de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG et auprès des distributeurs et services financiers d'AXA LUXEMBOURG FUND tels que mentionnés dans le prospectus actuellement en vigueur d'AXA LUXEMBOURG FUND.

5) à partir du 1^{er} janvier 2002 et sous réserve d'un vote en faveur de la fusion par l'assemblée des actionnaires de MAXICAV et, le cas échéant, par l'assemblée des actionnaires d'AXA LUXEMBOURG FUND, les opérations réalisées par MAXICAV seront considérées comme étant comptabilisées pour le compte d'AXA LUXEMBOURG FUND.

A moins que un ou plusieurs actionnaires de AXA LUXEMBOURG FUND détenant au moins cinq pour cent (5%) des actions émises dans AXA LUXEMBOURG FUND le requièrent conformément à l'article 264 (c) de la Loi, jusqu'au et y compris le jour suivant la date de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de MAXICAV approuvant la fusion, la fusion aura lieu sans être expressément approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de AXA LUXEMBOURG FUND.

Ce projet de fusion, les rapports sur la fusion émis pour chacune des sociétés qui fusionnent par un réviseur d'entreprises nommé à cet effet, les rapports des conseils d'administration de MAXICAV et de AXA LUXEMBOURG FUND, les rapports financiers contenant les comptes annuels révisés des trois dernières années de MAXICAV et de AXA LUXEMBOURG FUND, un état comptable au 1^{er} octobre 2001 pour MAXICAV et le prospectus actuel et un projet du nouveau prospectus de AXA LUXEMBOURG FUND seront disponibles pour les actionnaires de MAXICAV et de AXA LUXEMBOURG FUND aux fins d'inspection à partir du 24 janvier 2002, et des copies de ces documents pourront être obtenues sur demande, gratuitement, aux sièges sociaux de AXA LUXEMBOURG FUND et de MAXICAV.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les personnes nommées ont toutes signé avec nous, notaire le présent acte.

Signé: G. Juncker, J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 janvier 2002, vol. 865, fol. 30, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 janvier 2002.

J.J. Wagner.

(02766/239/84) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2002.

JULIUS BAER MULTICLIENT, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT****Art. 1. Der Fonds**

Der JULIUS BAER MULTICLIENT (nachfolgend «Fonds» genannt) ist ein offener Anlageinvestmentfonds («Fonds commun de placement») im Einklang mit Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen, wie abgeändert (das «Gesetz von 1988»). Der Fonds bildet eine Gesamteigentümergeinschaft ohne eigene Rechtspersönlichkeit von Anteilseignern (nachfolgend «Anteilseigner» genannt), die an den Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds gemäß den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements beteiligt sind. Der Fonds wird im Interesse der Anteilseigner von der JULIUS BAER MULTICLIENT MANAGEMENT S.A. (nachfolgend «Verwaltungsgesellschaft» genannt) verwaltet. Die Vermögenswerte des Fonds werden getrennt von den Vermögenswerten der Verwaltungsgesellschaft bei der Depotbank verwahrt.

Der Fonds hat eine sog. «Umbrella-Struktur». Demnach können Anteile von verschiedenen Anlageportefeuilles («Teilfonds») ausgegeben werden, wobei für jeden Teilfonds verschiedene Anteilklassen wie z.B. ausschüttende und thesaurierende Anteile oder Anteile für institutionelle Anleger oder Anteile, die sonstige vom Verwaltungsrat bestimmte Merkmale aufweisen, ausgegeben werden können.

Mit dem Erwerb von Fondsanteilen (nachfolgend «Anteile» genannt), akzeptiert jeder Anteilseigner vollumfänglich die Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements, das das Vertragsverhältnis zwischen den Anteilseignern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank regelt.

Besonderheiten eines Teilfonds können, sofern angebracht, in einem Anhang zu diesem Verwaltungsreglement aufgeführt sein.

Weitere Angaben zum Fonds sind im Rechtsprospekt des Fonds (der «Prospekt») enthalten.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

Der Fonds wird im Interesse der Anteilseigner von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet, die ihren eingetragenen Sitz in Luxemburg hat.

Die Verwaltungsgesellschaft hat umfassende Rechte, um im Interesse der Anteilseigner den Fonds zu verwalten; namentlich ist sie berechtigt, alle Arten von Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, auszutauschen und in Empfang zu nehmen und all diese Rechte, die direkt oder indirekt mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen, auszuüben.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft (der «Verwaltungsrat») bestimmt die Anlagepolitik des Fonds innerhalb der Beschränkungen von Art. 11.

Der Verwaltungsrat darf Mitglieder der Geschäftsleitung, Direktoren oder sonstige Befugte für die Ausführung der Anlagepolitik und der Verwaltung des Vermögens des Fonds beiziehen. Er darf auch zugunsten des Fonds Informations-, Anlageberatungs-, Anlagemanagement-, Administrations- und andere Dienste in Anspruch nehmen.

Die Verwaltungsgesellschaft zahlt aus dem Vermögen des Fonds Vergütungen und ersetzt Unkosten für zugunsten des Fonds erbrachte Dienstleistungen.

Art. 3. Die Depotbank

Die Depotbank wird von der Verwaltungsgesellschaft ernannt. DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., mit eingetragenem Sitz in L-2953 Luxemburg, 69, route d'Esch, eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wurde durch Vertrag vom 27. Dezember 2001 zur Depotbank ernannt.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können das bestehende Vertragsverhältnis jederzeit unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten mittels schriftlicher Mitteilung auflösen. Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, falls eine neue Depotbank die Funktionen und die Verantwortlichkeiten einer Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Die Depotbank hat ihre Aufgaben auch nach ihrer Abberufung solange zu erfüllen, bis das gesamte Vermögen des Fonds auf die neue Depotbank übertragen ist.

Im Falle der Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innert zweier Monate eine neue Depotbank zu bestimmen; in diesem Falle hat die Depotbank die Interessen der Anteilseigner bis zum vollständigen Übergang ihrer Funktionen an eine neue Depotbank wahrzunehmen.

Die Depotbank nimmt ihre Funktion und Verantwortung in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1988 wahr. Insbesondere hat die Depotbank:

- a) sicherzustellen, daß der Verkauf, die Ausgabe, der Rückkauf, der Umtausch und die Annulation von Anteilen, die für Rechnung des Fonds oder von der Verwaltungsgesellschaft getätigt wurden, den Bestimmungen des Gesetzes und dem Verwaltungsreglement entsprechen;
- b) sicherzustellen, daß die Berechnung des Wertes der Anteile im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement erfolgt;
- c) alle Weisungen der Verwaltungsgesellschaft auszuführen, außer wenn diese im Widerspruch zum Gesetz oder zum Verwaltungsreglement stehen;
- d) sicherzustellen, daß bei Transaktionen, die sich auf Vermögenswerte des Fonds beziehen, die Gegenleistung zeitgerecht erfolgt; und
- e) sicherzustellen, daß die Erträge des Fonds im Einklang mit dem Verwaltungsreglement verwendet werden.

Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte des Fonds werden von der Depotbank oder im Auftrage und unter der Verantwortung der Depotbank von Dritten für die Anteilseigner verwahrt. Die Depotbank kann die Verwahrung von Vermögenswerten des Fonds auf Korrespondenzbanken übertragen. Die Depotbank kann Wertpapiere bei Clearingstellen ihrer Wahl hinterlegen. Die Depotbank kann nur über das Vermögen des Fonds verfügen

und Zahlungen an Dritte vornehmen, sofern sie diesbezügliche Weisungen von der Verwaltungsgesellschaft oder ihren Vertretern erhält.

Die Depotbank erhält eine Vergütung aus dem Vermögen des Fonds, zu den Sätzen, die von Banken in Luxemburg für solche Dienstleistungen gewöhnlicherweise erhoben werden. Diese Vergütung wird als Prozentsatz des durchschnittlichen Nettoinventarwertes des Fonds berechnet. Ferner hat die Depotbank Anspruch auf Rückerstattung von Vergütungen und Auslagen, die sie den Korrespondenzbanken bezahlt hat, die mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Fonds betraut worden sind.

Art. 4. Die Anteile

Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds ist entsprechend den spezifischen Investitionsrichtlinien, die von der Verwaltungsgesellschaft festgelegt werden, anzulegen.

Zum Zwecke der Ermittlung des gesamten Nettovermögens des Fonds sind die Nettoinventarwerte, die sich auf die einzelnen Teilfonds beziehen in Euro umzurechnen, wenn sie nicht bereits auf Euro lauten. Die Berechnung des Nettovermögens der Anteile eines Teilfonds kann jedoch auf andere Währungen lauten.

Die Anteile des Fonds sind von der Verwaltungsgesellschaft gemäß den Bedingungen in diesem Verwaltungsreglement und im Prospekt auszugeben und zurückzunehmen, und zwar zu Preisen, die auf den entsprechenden Nettoinventarwerten beruhen, die gemäß Art. 8 berechnet werden.

Anteile des Fonds haben keinen Nennwert. Die Anteile können in Inhaber- oder Namensform ausgegeben werden. Das Eigentum ist nachweisbar durch den Besitz der mit den entsprechenden Coupons versehenen Inhaberanteile bzw. den Eintrag im Namensregister. Die Inhabertifikate werden auf Kosten und Risiko des Anlegers in der Regel per Post innerhalb von 15 luxemburger Bankwerktagen nach Eingang des Subskriptionsbetrages bei der Depotbank dem (erstgenannten) Anleger zugeschickt. Falls ein Anteilseigner keine Inhabertifikate verlangt, wird eine Anteilsbestätigung erstellt, welche dem Anteilseigner wie oben beschrieben zugeschickt wird. Gleiches gilt für Namensanteile. Auch ist innerhalb jedes Teilfonds die Ausgabe von ausschüttenden und thesaurierenden Anteilen erlaubt. Ausschüttende Anteile berechtigen den Anteilseigner zu einer Dividende, wie sie von der Verwaltungsgesellschaft festgesetzt wird. Thesaurierende Anteile berechtigen den Anteilseigner nicht zu einer Dividende. Bei der Ausschüttung gehen die Dividendenbeträge vom Nettoinventarwert der ausschüttenden Anteile weg. Demgegenüber bleibt der Nettoinventarwert der nicht ausschüttenden Anteile unverändert.

Jeder Anteil beinhaltet das Recht zur Teilhabe am Gewinn und Ergebnis des jeweiligen Teilfonds. Die Anteile gewähren keine Vorzugs- oder Bezugsrechte. Auch sind sie weder derzeit noch in der Zukunft mit irgendwelchen ausstehenden Optionen oder speziellen oder bestimmten Rechten verbunden. Die Anteile sind frei übertragbar, es sei denn, die Verwaltungsgesellschaft beschränke in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Verwaltungsreglement das Eigentum der Anteile auf bestimmte Personen («begrenzter Erwerberkreis»).

In bezug auf Namensanteile können Bruchteile ausgegeben werden, die, wenn anwendbar, zu Ausschüttungen und weiterhin zu Liquidationserlösen berechtigen.

Art. 5. Ausgabe von Fondsanteilen

Anteile werden durch die Verwaltungsgesellschaft unter der Bedingung ausgegeben, daß die Zahlung des Ausgabe-preises innerhalb von 4 luxemburger Bankwerktagen bei der Depotbank eingeht.

Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, die Gesetze und Verordnungen derjenigen Länder zu befolgen, in denen Anteile zum Kauf angeboten werden. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit nach eigenem Ermessen die Ausgabe von Anteilen an natürliche oder juristische Personen in bestimmten Ländern oder Territorien zeitweise oder dauernd aussetzen oder beschränken. Die Verwaltungsgesellschaft kann bestimmte natürliche oder juristische Personen vom Erwerb und Besitz von Anteilen ausschließen, wenn dies zum Schutz der Anteilseigner und des Fonds als ganzem erforderlich erscheint.

Überdies ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet:

- i) nach eigenem freien Ermessen Zeichnungsanträge ganz oder teilweise abzuweisen; und
- ii) Anteile zurückzunehmen, die von Anteilseignern gehalten werden, die vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Der Ausgabepreis der Anteile wird auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Anteil des betreffenden Teilfonds und, wenn anwendbar, der betreffenden Anteilsklasse berechnet. Die Berechnung erfolgt am Bewertungstag nach dem Datum des Empfangs des Zeichnungsantrages unter der Bedingung, daß der Antrag vor dem Zeitpunkt bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen ist, den diese jeweils bestimmt und im dann geltenden Prospekt veröffentlicht hat. Der Ausgabepreis entspricht dem Nettoinventarwert pro Anteil zuzüglich ggf. einer Verkaufsgebühr von bis zu 5% des Nettoinventarwertes pro Anteil, wie im Prospekt beschrieben, die von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt wird. Diese Verkaufsgebühr geht an die Vertriebsstellen, die für den Verkauf und die Vermarktung beigezogen worden sind oder an den Fonds. Die Vertriebsstellen bzw. Vermittlungsstellen oder der Fonds können auf den Erhalt der Verkaufsgebühr nach eigenem Ermessen ganz oder teilweise verzichten. Zahlungen für ausgegebene Anteile müssen innerhalb 4 luxemburger Bankwerktagen nach Berechnung des Ausgabe-preises in Luxemburg eingehen.

Anteile können auch gegen eine Sacheinlage anstatt einer Bareinzahlung ausgegeben werden, sofern diese mit den Anlagegrenzen und der Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds im Einklang steht und von dem Wirtschaftsprüfer des Fonds bewertet wird.

Im Fall von mehreren gemeinschaftlichen Antragstellern müssen alle genannten Antragsteller unterschreiben. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, bis zum Eingang anderer von allen gemeinschaftlichen Antragstellern gemeinsam erfolgten Weisungen Anweisungen von dem im Antrag erstgenannten Antragsteller entgegenzunehmen. Im Falle von Sparplänen ist die Vertriebsstelle bzw. die Vermittlungsstelle bzw. die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, die betreffenden Antragsteller hinsichtlich ihrer Rechte an den Anteilen gleichzustellen.

Es können für Teilfonds und/oder Anteilsklassen Mindestzeichnungsbeträge bestimmt werden.

Grundsätzlich wird die Ausgabe von Anteilen mindestens zweimal monatlich durchgeführt.

Art. 6. Rücknahme von Anteilen

Anteilseigner können normalerweise die Rücknahme ihrer Anteile mindestens zweimal monatlich an einem Bewertungstag beantragen. Die Anteile sind auf der Basis des anwendbaren Nettoinventarwertes pro Anteil zurückzunehmen, der nach dem Datum des Erhalts der entsprechenden Rücknahmeanträge festzusetzen ist, und zwar unter der Voraussetzung, daß der entsprechende Antrag vor einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeit eingeht, wie im Prospekt beschrieben. Der Rücknahmepreis besteht aus dem Nettoinventarwert pro Anteil, abzüglich einer eventuellen Rücknahmegebühr von bis zu 3% des Nettoinventarwerts pro Anteil, die an die betreffende Vertriebsstelle und/oder Vermittlungsstelle gezahlt wird. Ist keine Verkaufsgebühr berechnet worden («no-load»), so kann eine Rücknahmegebühr erhoben werden.

Solange noch Inhaberkertifikate oder Coupons ausstehend sind, erfolgt keine Berechnung und daher auch keine Auszahlung des Rücknahmepreises. Ein ordnungsgemäß erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme. Rücknahmeanträge, die nach der festgelegten Zeit bei der Gesellschaft eintreffen, werden einen zusätzlichen Bewertungstag später ausgeführt, es sei denn, dass der Fonds entscheidet, bei Rücknahmeanträgen von über 10% des Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds alle Rücknahmen auf einen Zeitraum von nicht mehr als sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen aufzuschieben. Der Preis für jeden zur Rücknahme angebotenen Anteil («Rücknahmepreis») besteht aus dem am Bewertungstag gültigen Nettoinventarwert je Anteil des betreffenden Teilfonds, der wie im Prospekt bestimmt abgerundet wird, abzüglich einer allfälligen Rücknahmegebühr.

Im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes oder eines Aufschubs der Rücknahme werden zur Rücknahme beantragte Anteile nach Ablauf der Aussetzung der Bewertung des Nettoinventarwertes bzw. nach Beendigung des Rücknahmeaufschubs am darauffolgenden Bewertungstag auf der Basis des dann berechneten Nettoinventarwert zurückgenommen, wenn nicht zuvor der Rücknahmeantrag schriftlich widerrufen wurde.

Zahlungen werden üblicherweise in der Währung des betreffenden Teilfonds innerhalb von max. 5 Luxemburger Bankwerktagen nach dem jeweiligen Bewertungstag oder an dem Tag, falls dies später sein sollte, an dem die Inhaberkertifikate bzw. die Coupons an der Fonds zurückgegeben werden, geleistet.

Der Fonds ist nicht verpflichtet, an einem Bewertungstag oder während eines Zeitraums von 7 aufeinanderfolgenden Bewertungstagen mehr als 10% der zu diesem Zeitpunkt ausgegebenen Anteile eines Teilfonds zurückzunehmen. Ein Umtausch von Anteilen eines Teilfonds zu diesem Zweck wird wie die Rücknahme dieser Anteile behandelt. Gehen bei der Verwaltungsgesellschaft an einem Bewertungstag Rücknahmeanträge für eine größere als die genannte Zahl von Anteilen ein, bleibt es der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, alle Rücknahmeanträge bis zum siebten darauffolgenden Bewertungstag aufzuschieben. Diese Rücknahmeanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt ausgeführt.

Sollte über einen Zeitraum von 60 aufeinanderfolgenden Tagen der Gesamtwert der Nettoinventarwerte aller ausstehenden Anteile geringer als 25 Millionen Euro sein, kann die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung einer dreißigtägigen schriftlichen Mitteilungsfrist alle Anteilseigner darüber unterrichten, dass innert 4 Wochen nach Ablauf der Mitteilungsfrist alle Anteile zu dem an diesem Bewertungstag gültigen Nettoinventarwert zurückgenommen werden.

Sofern, gleich aus welchem Grund, während eines Zeitraums von 60 aufeinanderfolgenden Tagen der Nettoinventarwert eines Teilfonds unter 10 Millionen Euro liegt bzw. dem entsprechenden Gegenwert bei einer anderen Teilfondswährung, oder, falls es die Verwaltungsgesellschaft für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Teilfonds von Bedeutung sind, kann die Verwaltungsgesellschaft, nachdem sie 4 Wochen im voraus die betreffenden Anteilseigner unterrichtet hat, alle (nicht aber nur einige) Anteile des betreffenden Teilfonds zu dem an dem dem Ablauf der Frist folgenden Bewertungstag geltenden Rücknahmepreis, der die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schließung des betreffenden Teilfonds widerspiegelt, ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen oder den Teilfonds mit einem anderen Teilfonds oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW, der dem Teil I des Gesetzes von 1988 unterliegt, verschmelzen.

Während dieser 4-wöchigen Frist können die betroffenen Anteilseigner ihre Anteile ohne Rücknahmegebühr zur Rücknahme bringen.

Liquidationsgelder, auf welche von den betreffenden Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation des Fonds oder eines Teilfonds kein Anspruch erhoben wird, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Im Falle einer Liquidation des Fonds erfolgt eine Veröffentlichung im Mémorial sowie im Luxemburger Wort sowie in zwei weiteren, von der Verwaltungsgesellschaft zu bestimmenden, Zeitungen.

Der Wert der Anteile zum Zeitpunkt der Rücknahme kann, entsprechend dem Marktwert der Vermögen der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds höher oder niedriger als ihr Kaufpreis sein. Alle zurückgenommenen Anteile werden annulliert. Der Rücknahmepreis wie auch der Nettoinventarwert und der Ausgabepreis können beim Sitz der Verwaltungsgesellschaft oder einer der Vertriebsstellen erfragt sowie verschiedenen Tageszeitungen entnommen werden.

Sollte die Verwaltungsgesellschaft davon Kenntnis erhalten, daß in Verstoß gegen ein Gesetz oder andere Bestimmungen eines Staates, einer Verwaltungsbehörde oder sonst zuständigen Behörde, Anteile direkt oder indirekt von Personen gehalten werden, kann sie die zwangsweise Rücknahme von Anteilen verlangen.

Art. 7. Umtausch von Anteilen

Jeder Anteilseigner kann ganz oder teilweise seine Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds und/oder ggf. einer anderen Anteilsklasse umtauschen, und zwar auf der Grundlage der entsprechenden Nettoinventarwerte der zu tauschen-

den Anteile. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch Beschränkungen auferlegen und auf dem Umtausch Gebühren von bis zu 1% des Nettoinventarwertes pro Anteil erheben, wie im Prospekt beschrieben.

Art. 8. Nettoinventarwert

Der Nettoinventarwert pro Anteil wird in derjenigen Währung oder denjenigen Währungen ausgedrückt, wie sie von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt werden, und zwar mit Bezug auf jeden Teilfonds und ggf. Anteilsklasse. Der Nettoinventarwert wird mindestens zweimal pro Monat unter der Aufsicht der Depotbank an den im Prospekt bestimmten Tagen («Bewertungstage») berechnet.

Die Konten des Fonds lauten auf Euro. Wenn verschiedene Teilfonds und/oder Anteilsklassen bestehen, deren Nettoinventarwerte auf unterschiedliche Währungen lauten, werden diese Nettoinventarwerte in Euro umgerechnet und zum Zweck der Bestimmung der konsolidierten Rechnungslegung des gesamten Fonds zusammengezählt.

Der Nettoinventarwert eines Anteiles an einem Teilfonds bzw. einer Anteilsklasse wird wie folgt bewertet:

- (i) der gesamte Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds bzw. Anteilsklasse wird durch
- (ii) die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile des betreffenden Teilfonds bzw. Anteilsklasse dividiert.

Der gesamte Nettoinventarwert des entsprechenden Teilfonds bzw. Anteilsklasse entspricht dem Wert aller betreffenden Vermögenswerte, die gemäß den nachfolgenden Vorschriften an jedem Bewertungstag, nach Abzug aller betreffenden Schulden und Verpflichtungen, die in Artikel 10 beschrieben werden, berechnet wird. Die Aktiva und Passiva werden wie folgt bewertet:

Wertpapiere, die an einer Börse amtlich oder an einem anderen geregelten Markt notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt bewertet.

Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen zugelassenen Vermögenswerte (einschließlich Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihrem wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der nach Treu und Glauben durch die bzw. unter der Aufsicht der Verwaltungsgesellschaft bestimmt wird.

Alle nicht auf die Währung des betreffenden Teilfonds lautenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zu dem am Bewertungszeitpunkt geltenden Wechselkurs umgerechnet.

Der zu bestimmende Nettoinventarwert je Anteil eines Teilfonds bzw. Anteilsklasse gilt als endgültig, wenn er von der Verwaltungsgesellschaft bestätigt wird, außer im Falle eines offenkundigen Irrtums.

Der Fonds muss in seine Jahresabschlüsse einen geprüften konsolidierten Abschluss aller Teilfonds in Euro einbeziehen.

Sollte nach Meinung der Verwaltungsgesellschaft aufgrund bestimmter Umstände die Bestimmung des Nettoinventarwertes eines Teilfonds bzw. einer Anteilsklasse in der jeweiligen Währung entweder nicht vernünftig möglich oder für die Anteilseigner nachteilig sein, kann die Bestimmung des Nettoinventarwertes, des Ausgabepreises und des Rücknahmepreises vorübergehend in einer anderen Währung vorgenommen werden.

In Bezug auf die Aufteilung von Aktiva und Passiva auf verschiedene Teilfonds bzw. Anteilsklassen gilt folgendes:

a) Der Ausgabepreis, der bei der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds erzielt wurde, wird dem Konto des entsprechenden Teilfonds bzw. der betreffenden Anteilsklasse zugewiesen;

b) der Kapitalertrag, der mit einem Vermögenswert erzielt wird, wird demjenigen Teilfonds bzw. derjenigen Anteilsklasse zugeordnet, mit dessen Vermögenswert der Kapitalertrag erzielt worden ist. Bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs oder -verlust dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet,

c) können einzelne Aktiva nicht einem bestimmten Teilfonds bzw. einer betreffenden Anteilsklasse zugeordnet werden, so werden sie anteilmäßig entsprechend den einzelnen Nettoinventarwerten auf die einzelnen Teilfonds bzw. Anteilsklassen verteilt;

d) Kosten, die einem Teilfonds bzw. einer betreffenden Anteilsklasse zugeordnet werden können, werden diesem bzw. dieser in Rechnung gestellt. Kosten, welche nicht einem bestimmten Teilfonds bzw. einer betreffenden Anteilsklasse zugeordnet werden können, werden pro rata oder nach billigem Ermessen der Verwaltungsgesellschaft auf die betroffenen Teilfonds bzw. die betroffenen Anteilsklassen verteilt;

e) alle Gebühren, Kosten und Ausgaben, die von dem Fonds zu tragen sind, werden zunächst den Erträgen und etwaige Überschüsse dem Kapital belastet;

f) jeder Teilfonds haftet nur für die ihm zugeteilten Verbindlichkeiten, sowohl im Innenverhältnis der Anteilseigner untereinander, wie auch im Außenverhältnis, d. h. gegenüber Dritten;

g) im Falle einer Ausschüttung an die Anteilseigner einer bestimmten Anteilsklasse oder der Begleichung von Kosten zulasten der Anteilseigner einer bestimmten Anteilsklasse wird der Nettoinventarwert dieser Anteilsklasse um den Betrag verringert, der sich aufgrund der Ausschüttung oder Kostenbegleichung ergibt; Anteile, die zurückzunehmen sind, sind ebenfalls zu berücksichtigen, und zwar bis unmittelbar nach Geschäftsschluss des entsprechenden Bewertungstags, wobei von diesem Zeitpunkt an bis zur Bezahlung der Rücknahmepreis als eine Verbindlichkeit des Fonds anzusehen ist.

Art. 9. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, der Ausgabe, des Umtausches und der Rücknahme von Anteilen

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwertes eines Teilfonds sowie die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen eines Teilfonds zeitweilig aussetzen:

(a) wenn ein Markt oder eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des betreffenden Teilfonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) wenn es nach Ansicht der Gesellschaft aufgrund besonderer Umstände nicht vernünftig ist, Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds zu verkaufen oder zu bewerten;

(c) wenn die normalerweise zur Bestimmung des Preises eines Vermögenswertes des betreffenden Teilfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist;

(d) wenn die Überweisung von Geldern im Zusammenhang mit dem Kauf oder der Veräußerung eines Vermögenswertes des betreffenden Teilfonds unmöglich ist; oder

(e) im Fall einer Entscheidung, den Fonds oder einen Teilfonds zu liquidieren: am oder nach dem Tag an dem die entsprechende Mitteilung an die Anteilseigner erfolgt.

Die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen ist unverzüglich einzustellen, sobald ein die Liquidation des Fonds zur Folge habendes Ereignis eintritt oder die luxemburgische Aufsichtsbehörde dies anordnet.

Anteilseigner, die betroffene Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden schriftlich (d. h. per Brief oder Veröffentlichung) innerhalb von sieben luxemburger Bankarbeitstagen über eine Aussetzung sowie unverzüglich über die Beendigung derselben unterrichtet.

Art. 10. Gebühren und Kosten

Die Verwaltungsgesellschaft bezahlt aus dem Vermögen des Fonds für die Dienste der Verwaltungsgesellschaft sowie für die Depotbank-, Verwaltungs-, Administrations-, Hauptzahlstellen-, und Vertretungstätigkeiten sowie für zusätzliche Anlageberater-, Vertreter-, Vertriebsstellen-, Vermittlungsstellen- und Unterstützungstätigkeiten anderer Gesellschaften eine Pauschalgebühr von bis zu 2% des Nettoinventarwertes, die zwischen Teilfonds oder Anteilsklassen unterschiedlich sein kann.

Diese vorgenannte Pauschalgebühr wird an jedem Bewertungstag berechnet und ist monatlich im nachhinein zahlbar. Weiterhin kann, wie dann im Prospekt niedergelegt, eine performance-orientierte Beratungsgebühr erhoben werden.

Diese berechnet sich auf der Performance pro Anteil und wird nach einem Prozentsatz desjenigen Teils des realisierten Gewinns bemessen, der über einem vordefinierten Benchmark für diese Teilfonds liegt. Eine negative Performance während eines Geschäftsjahres wird bei der Berechnung dieser Performance-Gebühr in der Weise berücksichtigt, dass diese negative Performance in das (die) folgende(n) Geschäftsjahr(e) übertragen und gegen die positive Performance solcher Geschäftsjahre verrechnet wird. Weitere Angaben hierzu sind, wenn anwendbar, in den Besonderen Teilen des Prospekts enthalten.

Die Haftung für Verbindlichkeiten ist nicht nur im Verhältnis der Anteilseigner untereinander sondern auch gegenüber Dritten zwischen den Teilfonds getrennt.

Die Verwaltungsgesellschaft zahlt aus dem Vermögen des Fonds ferner Kosten, die sich aus dem Geschäftsbetrieb des Fonds ergeben. Dabei sind unter anderem die nachfolgenden Kosten miteingeschlossen:

Kosten für Steuern, Rechts- und Abschlußprüfungsdienste, Kauf und Verkauf von Wertpapieren, staatliche Abgaben und Steuern, Kosten für die Erstellung von Anteilszertifikaten, Rechenschaftsberichten und Prospekten, Kosten im Zusammenhang mit Verkaufsförderungs- und Marketingmaßnahmen, Registrierungen, Berichterstattung an Aufsichtsbehörden, Versicherungsprämien, Zinsen, Börsenzulassungs- und Brokergebühren, Erstattung von Auslagen der Depotbank und aller anderen Vertragspartner der Gesellschaft, zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der Berechnung und der Veröffentlichung des Nettoinventarwertes und der Anteilspreiskosten, Kosten für Übersetzungen sowie Lizenzgebühren für die Verwendung der Marke «Julius Bär».

Erklärte aber noch nicht ausgezahlte Dividenden werden als eine Verbindlichkeit des Fonds behandelt. Es können Rücklagen für Steuern und Abgaben und sonstige Kosten des Fonds erfolgen.

Die Gründungskosten und sonstige angemessene Kosten, die für die Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb entstanden, können den jeweiligen Teilfonds belastet und über einen Zeitraum von fünf Jahren nach allgemein anerkannten Grundsätzen der Buchführung und Bilanzierung abgeschrieben werden. Gleiches gilt für die Auflegung neuer Teilfonds.

Art. 11. Anlagepolitik und -grenzen

Anlageziel des Fonds ist die Erwirtschaftung eines angemessenen Ertrages unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikodiversifikation gewährleistet durch eine auf langfristigen Wertzuwachs ausgerichtete aktive Verwaltung der Teilfondsvermögen durch Anlagen in Wertpapiere und andere zulässige Vermögenswerte.

Es werden dabei diejenigen Wertpapiere ausgewählt, welche an einer offiziellen Wertpapierbörse von anerkannten Ländern oder an anderen geregelten Märkten von anerkannten Ländern gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet «anerkanntes Land» ein Mitgliedstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung («OECD») und alle anderen Länder Europas, Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und Ozeaniens (hiernach «anerkanntes Land»). Geregelte Märkte sind dabei Märkte, die anerkannt und für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäss ist (hiernach «geregelter Markt»).

Der Fonds darf daneben liquide Mittel für jeden Teilfonds halten.

Im Rahmen der gemäss luxemburger Recht aufgestellten Richtlinien und Grenzen können für die Teilfonds im Rahmen der Verfolgung der Anlageziele die Anlagetechniken und Instrumente eingesetzt werden, wie nachstehend beschrieben.

Die Anlageziele bezüglich der Teilfonds werden im Prospekt beschrieben.

Ogleich der Fonds nach bestem Wissen bemüht ist, die Anlageziele zu erreichen, kann keine Garantie gegeben werden, inwieweit die Anlageziele erreicht werden. Folglich können Nettoinventarwert der Anteile grösser oder kleiner werden sowie unterschiedlich hohe positive bzw. auch negative Erträge anfallen.

Folgende Anlagegrenzen finden Anwendung:

1 (a) Die Verwaltungsgesellschaft darf für einen Teilfonds nur investieren in:

(i) Wertpapiere, die an einer offiziellen Wertpapierbörse eines Staates der Europäischen Union («EU») notiert sind; und/oder

(ii) Wertpapiere, die an einem anderen geregelten Markt innerhalb der EU gehandelt werden; und/oder

(iii) Wertpapiere die an einer offiziellen Wertpapierbörse eines anerkannten Landes ausserhalb der EU notiert sind bzw. die an einem geregelten Markt eines anerkannten Landes ausserhalb der EU gehandelt werden; und/oder

(iv) Wertpapiere aus Neuemissionen, sofern nach den Emissionsbedingungen eine Verpflichtung besteht, in einem anerkannten Land einen Antrag auf Zulassung zur Notierung an einer offiziellen Wertpapierbörse oder an einem geregelten Markt zu stellen und die Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erwirkt wird.

Alle Wertpapiere der vorstehenden Unterabschnitte (i), (ii), (iii) und (iv) werden hier als «anerkannte Wertpapiere» definiert.

Einschränkend gilt allerdings, dass die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds auch in Wertpapiere, bei denen es sich nicht um anerkannte Wertpapiere handelt, oder aber in verbriefte Rechte investieren kann, die den Wertpapieren als gleichwertig eingestuft werden, weil es sich bei ihnen unter anderem um übertragbare, liquide Papiere handelt, deren Wert sich jeweils zum Bewertungstag genau ermitteln lässt; allerdings gilt die weitere Massgabe, dass die Gesamtsumme der verbrieften Rechte und Anlagen, bei denen es sich nicht um anerkannte Wertpapiere handelt, 10% des Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds nicht übersteigen darf.

1 (b) (i) Die Verwaltungsgesellschaft legt höchstens 10% des Nettoinventarwertes eines jeden Teilfonds in Wertpapiere desselben Emittenten an. Darüber hinaus darf der Gesamtwert der von der Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds gehaltenen Wertpapiere jener Emittenten, bei denen sie mehr als 5% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds angelegt hat, wertmässig nicht mehr als 40% des Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds betragen.

(ii) Die Verwaltungsgesellschaft kann höchstens 35% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds in Wertpapiere investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU, seinen Gebietskörperschaften, einem anderen anerkannten Land oder einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, der ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, emittiert oder garantiert werden. Diese Wertpapiere bleiben bei der Ermittlung der 40%-igen Obergrenze laut vorstehendem Unterabschnitt 1 (b) (i) unberücksichtigt. Die in Unterabschnitt (i) und (ii) angegebenen Grenzwerte sind nicht kumulierbar; demgemäss können die in Übereinstimmung mit Unterabschnitt (i) bzw. (ii) vorgenommenen Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten unter keinen Umständen insgesamt 35% des Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds übersteigen.

(iii) Unbeschadet der vorstehenden Unterabschnitte 1 (b) (i) und 1 (b) (ii) ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikostreuung bis zu 100% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds in übertragbare Wertpapiere zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU, ihren Gebietskörperschaften, einem Mitgliedstaat der OECD oder einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, der ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, emittiert wurden oder garantiert sind, allerdings mit der Massgabe, dass der betreffende Teilfonds Wertpapiere von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss und die Wertpapiere einer Emission höchstens 30% des Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds ausmachen dürfen.

1. (c) Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht mehr als 10% der in Umlauf befindlichen Wertpapiere einer bestimmten Kategorie desselben Emittenten halten, oder für den Fonds Aktien mit Stimmrechten erwerben, welche die Verwaltungsgesellschaft in die Lage versetzen würden, in rechtlicher oder tatsächlicher Hinsicht die Kontrolle zu übernehmen oder einen nennenswerten Einfluss auf das Management der jeweiligen Emittenten zu nehmen, oder für den Fonds mehr als 10% der Anteile desselben Organismus für gemeinsame Anlagen erwerben, allerdings mit der Massgabe, dass diese Grenzen nicht für die in Artikel 45, Abschnitt (3), Unterabschnitte a), b) und c) des Gesetzes von 1988 bezeichneten Wertpapiere gilt.

Darüber hinaus darf die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds nicht:

2. Anlagen in Edelmetalle, Waren oder diesbezügliche Verträge oder Zertifikate tätigen oder entsprechenden Rechtsgeschäften beitreten, ausser denen, die unter den später beschriebenen Anlagetechniken und Instrumenten erlaubt sind;

3. den Kauf oder Verkauf von Grundstücken sowie diesbezüglichen Options- und Beteiligungsrechten durchführen, allerdings mit der Massgabe, dass der Fonds in Wertpapiere investieren darf, die durch Grundstücke oder diesbezügliche Anteilsrechte gesichert sind oder aber von Gesellschaften emittiert wurden, die in Grundstücke oder diesbezügliche Beteiligungsrechte investieren;

4. mehr als 5% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds in Wertpapieren anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere des offenen Typs investieren. Derartige Anlagen können von der Verwaltungsgesellschaft aber nur getätigt werden, falls das betreffende Investmentunternehmen des offenen Typs als Organismus für die gemeinsamen Anlagen in übertragbare Wertpapiere («OGAW») im Sinne des ersten und zweiten Absatzes von Artikel 1 (2) der EWG-Richtlinie 85/611 vom 20. Dezember 1985 anerkannt ist. Dies gilt auch, wenn solche Fonds von der Verwaltungsgesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Verwaltungsgesellschaft verwaltet werden, wobei dann den einzelnen Teilfonds jedoch keine Kommissionen, Gebühren und Kosten irgendeiner Art auferlegt werden dürfen;

5. Wertpapiere auf Kredit erwerben (wobei die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds allerdings kurzfristige Kreditmittel aufnehmen kann, soweit diese erforderlich sind, um den Kauf und Verkauf von Wertpapieren abzuwickeln) oder Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen. Depositen- und sonstige Konten, die im Zusammenhang mit Einlagen oder mit Options-, Termin- oder Finanzterminkontrakten stehen und innerhalb der nachstehend angegebenen Grenzen zulässig sind, gelten nicht als Kredit;

6. (i) Kredite an Dritte gewähren oder Bürgschaften für Dritte übernehmen, allerdings mit der Massgabe, dass im Sinne der vorliegenden Einschränkung (i) der Erwerb von Wertpapieren in ganz oder teilweise bezahlter Form, (ii) der erlaubte Verleih von Wertpapieren und (iii) der Erwerb von Devisen im Wege der wechselseitigen Kreditgewährung nicht als Einräumung eines Darlehens gelten;

(ii) Der Verwaltungsgesellschaft ist für den Fonds im Rahmen eines standardisierten Systems erlaubt, Wertpapiere eines Teilfonds an Dritte auszuleihen (bis zu maximal 100% des gesamten Schätzwertes der im Teilfonds befindlichen Papiere, sofern die Verwaltungsgesellschaft berechtigt ist, den Vertrag jederzeit zu beenden und die verliehenen Wertpapiere für den betreffenden Teilfonds zurückzuerhalten), wobei solche Geschäfte aber nur durch anerkannte Clearinghäuser wie EUROCLEAR oder CLEARSTREAM S.A. bzw. sonstige anerkannte nationale Clearingzentralen oder über Finanzinstitute mit guter Bonität, die auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind, innerhalb deren Rahmenbedingun-

gen getätigt werden dürfen. Die Rückgabeansprüche müssen prinzipiell durch eine Sicherheit abgesichert sein, deren Wert zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses und während der gesamten Ausleihdauer mindestens dem gesamten Schätzwert der betreffenden, ausgeliehenen Wertpapiere entspricht; dies kann durch Gewährung einer Sicherheit in der Form von Festgeldern oder Wertpapieren, die von OECD Mitgliedstaaten, deren öffentlichen Gebietskörperschaften oder Institutionen mit supranationalem oder regionalem Charakter oder sonstigen erstklassigen Emittenten ausgegeben oder garantiert werden oder auch durch die Gewährung von einer Sicherheit in der Form von Aktien erstklassiger Unternehmen (sofern ein Kursverfall zwischen dem Zeitpunkt der Bestellung der Sicherheit und der Rückgabe der betreffenden, verliehenen Wertpapiere abgesichert ist) erfolgen, wobei solche Sicherheiten im Namen der Verwaltungsgesellschaft für den betreffenden Teilfonds bis zum Ablauf des betreffenden Wertpapierleihgeschäfts gesperrt bleiben müssen;

7. Darlehen für einen Teilfonds aufnehmen, die insgesamt 10% des jeweiligen Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds zum Marktwert übersteigen, und auch dies nur in Form von kurzfristigen Krediten von Banken mit guter Bonität;

8. Wertpapiere, die sich im Besitz oder im Eigentum des Fonds befinden, als Kreditsicherheiten verpfänden, hypothekarisch belasten oder auf jedwelche andere Art beleihen, sofern dies nicht erforderlich ist hinsichtlich der in Bestimmung (7) gestatteten Darlehensaufnahmen. In diesem Fall dürfen derartige Hypotheken, Beleihungen und Verpfändungen nicht mehr als 10% des jeweiligen Nettoteilfondsvermögens zum Marktwert betragen. Die Hinterlegung von Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten auf einem gesonderten Depot in Verbindung mit Optionen und Finanzterminkontrakten sowie die Wertpapierleihe im Sinne der Bestimmung 6 (ii) werden nicht als Beleihung oder Verpfändung zu diesem Zweck angesehen;

9. Waren oder Warenkontrakte erwerben;

10. In jedwelche Vermögenswerte investieren, mit denen eine unbegrenzte Haftung verbunden ist.

Sofern die Bestimmungen (1), (4), (7) und (8) aus Gründen, die die Verwaltungsgesellschaft nicht zu vertreten hat bzw. als Ergebnis der Ausübung von Zeichnungsrechten überschritten werden, wird die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger die Normalisierung der Lage als vorrangiges Ziel anstreben.

11. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds unter den Bedingungen und innerhalb der Grenzen, die durch Gesetz, Ausführungsbestimmungen und Verwaltungspraxis festgesetzt sind, Anlagetechniken und Finanzierungsinstrumente mit Bezug auf Wertpapiere verwenden, allerdings mit der Massgabe, dass diese Anlagetechniken und Finanzierungsinstrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des Wertpapierbestandes eingesetzt werden.

(1) Optionsgeschäfte auf Wertpapiere

Die Verwaltungsgesellschaft nimmt den An- oder Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere nur dann vor, wenn diese an einem geregelten Markt gehandelt werden.

Zu dem Zeitpunkt, an dem Kaufoptionen von der Verwaltungsgesellschaft verkauft werden, muss sie im jeweiligen Teilfonds über die dem Geschäft zugrundeliegenden Wertpapiere, über gleichwertige Kaufoptionen oder über sonstige Papiere - wie etwa Optionsscheine - verfügen, die zur ausreichenden Abdeckung der sich hieraus ergebenden Verbindlichkeiten verwendet werden können. Wertpapiere, die den genannten Kaufoptionen zugrundeliegen, dürfen nicht liquidiert werden, bevor die diesbezüglichen Optionen abgelaufen sind, es sei denn, es liegt im jeweiligen Teilfonds Abdeckung durch andere passende Optionen oder sonstige Papiere vor, die hierfür verwendet werden können. Entsprechendes gilt für die von der Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds gehaltenen Verkaufsoptionen oder andere Papiere, sofern die Verwaltungsgesellschaft für den betreffenden Teilfonds zum Zeitpunkt des Verkaufs diesbezüglicher Optionen nicht über die der jeweiligen Transaktion zugrundeliegenden Wertpapiere verfügt.

Falls die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Kaufoptionen auf Wertpapiere verkauft, über die sie für diesen Teilfonds bei Abschluss der betreffenden Transaktion noch nicht verfügt, darf der Basispreis für die jeweils verkauften Optionen 25% des Reinvermögens des betreffenden Teilfonds nicht überschreiten; der Teilfonds muss jederzeit imstande sein, für die Gattstellung der im Rahmen dieser Verkäufe aufgebauten Positionen zu sorgen.

Wenn eine Verkaufsoption verkauft wird, muss der betreffende Teilfonds während der gesamten Dauer des Optionsvertrages über ausreichende liquide Mittel verfügen, um die Wertpapiere, welche bei Ausübung der Option durch die andere Partei geliefert werden, bezahlen zu können.

Die Gesamtbelastung durch die Veräusserung von Kauf- und Verkaufsoptionen (nicht inbegriffen die Veräusserung von Kaufoptionen, für welche der betreffende Teilfonds ausreichend gedeckt ist) und die Gesamtbelastung aus Termingeschäften und Geschäften, welche keine Sicherungsgeschäfte sind, darf zu keinem Zeitpunkt den Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds übersteigen.

(2) Termingeschäfte und Optionsverträge mit Bezug auf Finanzinstrumente

Mit Ausnahme der freihändigen Geschäfte zur Absicherung gegen Zinsschwankungen können sich die Termingeschäfte und Optionsverträge mit Finanzinstrumenten nur auf Verträge beziehen, die an einem geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, offen für das Publikum und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist.

(i) Geschäfte zur Absicherung gegen Kursrisiken an den Börsen

Zur umfassenden Absicherung gegenüber dem Risiko einer ungünstigen Kursentwicklung am Aktienmarkt kann die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds, insoweit dies gemäss den anwendbaren Gesetzen zulässig ist, Terminkontrakte auf Aktienindizes kaufen oder verkaufen, oder Kaufoptionen auf Aktienindizes kaufen, sofern jeweils ausreichende Übereinstimmung zwischen dem Aufbau des verwendeten Indexes und dem Wertpapierbestand des entsprechenden Teilfonds besteht.

Die Summe aller Verbindlichkeiten aus Finanzterminkontrakten auf Börsenindizes und Optionsverträgen auf Börsenindizes darf den Schätzwert aller Wertpapiere des jeweiligen Teilfonds, auf den sich der jeweilige Index bezieht, nicht übersteigen.

(ii) Geschäfte zur Absicherung gegen Zinsschwankungen

Die Verwaltungsgesellschaft darf für einen Teilfonds auch mit Finanzterminkontrakten und Optionsverträgen handeln, um den Wert von Schuldverschreibungen, welche von diesem Teilfonds gehalten werden, gegen Zinsrisiken abzusichern. Mit dem Ziel, einen Teilfonds global gegen das Risiko der Zinsschwankungen abzusichern, kann die Verwaltungsgesellschaft für den betreffenden Teilfonds Terminkontrakte auf Zinssätze verkaufen. Mit demselben Ziel kann sie für einen Teilfonds auch Kaufoptionen verkaufen, Verkaufsoptionen auf Zinssätze kaufen oder auch Tauschgeschäfte von Zinssätzen im Rahmen von freihändigen Geschäften mit erstklassigen Finanzinstituten mit guter Bonität vornehmen, die auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind.

(iii) Geschäfte, die nicht der Risikoabsicherung dienen

Abgesehen von Optionskontrakten auf Wertpapiere und Fremdwährungskontrakten darf die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds zu einem anderen Zweck als dem der Risikoabsicherung Termin- und Optionskontrakte auf jede Art von Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, vorausgesetzt, dass die sich daraus ergebenden Gesamtverbindlichkeiten zusammen mit der Summe der aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere herrührenden Verbindlichkeiten, zu keiner Zeit den Nettoinventarwert des jeweiligen Teilfonds übersteigen.

Die Verkäufe von Kaufoptionen über Wertpapiere, für die der betreffende Teilfonds über ausreichende Deckung verfügt, werden nicht in die Berechnung der obgenannten Gesamtverbindlichkeiten miteinbezogen.

Die aus Terminkontrakten herrührenden Verbindlichkeiten werden mit dem Veräußerungswert der Nettopositionen der Verträge über ähnliche Finanzinstrumente (nach Saldierung der Kauf- und Verkaufspositionen) veranschlagt, wobei die jeweiligen Fälligkeitsdaten unberücksichtigt bleiben.

Die Verbindlichkeiten aus gekauften und verkauften Optionen sind gleich der Summe der Ausübungspreise dieser Optionen, welche die Nettoverkaufsposition im Hinblick auf den gleichen, zugrundeliegenden Vermögenswert darstellen, wobei die jeweiligen Fälligkeitsdaten unberücksichtigt bleiben.

(iv) Allgemeines

Die Gesamthöhe der für den Kauf von Kauf- oder Verkaufsoptionen auf Wertpapiere bezahlten Prämien und denen für den Kauf von Kauf- oder Verkaufsoptionen auf Finanztermingeschäften oder alle anderen Finanzinstrumente darf 15% des jeweiligen Nettoinventarwerts der Teilfonds insgesamt nicht überschreiten.

Grundsätzlich dürfen die Gesamtverbindlichkeiten aus Finanzterminkontrakten, Optionsgeschäften und Zins-Swaps den Gesamtwert der zu sichernden Aktiva des Wertpapierbestandes des jeweiligen Teilfonds in der den jeweiligen Kontrakten entsprechenden Währung nicht überschreiten.

(3) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Währungsrisiken

Ausserdem kann die Verwaltungsgesellschaft unter den Bedingungen und innerhalb der Grenzen, die durch Gesetz, Ausführungsbestimmungen und Verwaltungspraxis festgesetzt sind, Anlagetechniken und Finanzierungsinstrumente verwenden, deren Zweck darin besteht, bei Verwaltung des Vermögens und der Verbindlichkeiten eines Teilfonds für Absicherung gegenüber Währungsrisiken zu sorgen.

Zu diesem Zweck darf die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Rechtsgeschäften über den Verkauf von Währungsterminkontrakten beitreten, Kaufoptionen auf Devisen veräußern oder Verkaufsoptionen auf Devisen erwerben, sofern dies über Kontrakte erfolgt, die an einem geregelten Markt notiert, der regelmässig geöffnet, anerkannt und für das Anlagepublikum zugänglich ist.

Zum gleichen Zweck kann die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Währungen auf Termine verkaufen oder im Rahmen einer Vereinbarung mit einem Kreditinstitut mit guter Bonität umtauschen, das sich auf derartige Geschäfte spezialisiert hat.

Die Verwaltungsgesellschaft verwendet für einen Teilfonds Währungsgeschäfte nur zur Kurssicherung gegen Währungsrisiken und mit der Massgabe, dass der Wert der jeweiligen Kontrakte den Gesamtwert der durch diese Kontrakte zu sichernden Reinvermögenswerte nicht übersteigen darf.

Die Verwaltungsgesellschaft hat beschlossen, dass keine verbundene Person Wertpapiere (mit Ausnahme der Anteile) für eigene Rechnung vom Fonds kaufen, an ihn verkaufen darf sowie keine Darlehen auf eigene Rechnung des Fonds bewilligen oder von ihm erhalten darf, sofern diese Geschäfte nicht im Rahmen jedweder Begrenzungen und anderer Regulierungen bleiben, die für den Fonds aufgestellt wurden und nicht entweder (i) im Falle von Wertpapieren der Preis durch eine öffentlich erhältliche Notierung an einem international anerkannten Wertpapiermarkt oder fallweise aufgrund von Marktpreisen von dem Verwaltungsrat bestimmbar ist oder (ii) im Falle von Darlehen die Zinsen denjenigen angepasst sind, die auf international anerkannten Geldmärkten gelten.

In diesem Zusammenhang gelten als «verbundene Personen» die Anlageberater sowie die Depotbank, alle ihre Geschäftsführer und Mitarbeiter sowie alle ihre nennenswerten Aktionäre (dies bezieht sich auf Aktionäre, die, nach Kenntnis der Verwaltungsgesellschaft, in ihrem oder einem anderen Namen mehr als 10% der begebenen und ausstehenden Aktien einer solchen Gesellschaft halten).

Art. 12. Geschäftsjahr und Wirtschaftsprüfer

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt jeweils am 1. Juli eines Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung und endet am 30. Juni 2002.

Der Fonds und seine Konten werden von einem von der Verwaltungsgesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfer geprüft.

Jeweils für den 31. Dezember werden Halbjahresberichte erstellt. Der jährliche Rechenschaftsbericht, der den geprüften konsolidierten Jahresabschluss des Fonds bzw. der Teilfonds enthält, liegt binnen vier Monaten nach dem betreffenden Datum vor. Ungeprüfte Halbjahresberichte liegen binnen zwei Monaten nach dem betreffenden Datum vor. Exemplare dieser Berichte sind jeweils bei den im Prospekt erwähnten Stellen erhältlich.

Art. 13. Ausschüttungen

Jedes Jahr nach Abschluss der Jahresrechnung bestimmt die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen mit Bezug auf jede Anteilsklasse, ob, inwieweit und in welchem Betrag Ausschüttungen an die Anteilseigner

vorgenommen werden. Falls Ausschüttungen vorgenommen werden, sind sie unverzüglich nach der Festsetzung auszu zahlen. Für Dividendenzahlungen werden zunächst Erträge und dann Kapital benutzt.

Ansprüche auf Zuteilungen und Ausschüttungen, die nicht binnen fünf Jahren nach ihrer Fälligkeit geltend gemacht werden, verirken und die entsprechenden Vermögenswerte fallen an den betreffenden Teilfonds zurück.

Art. 14. Änderungen des Verwaltungsreglements

Die Verwaltungsgesellschaft kann das vorliegende Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise mit Zustimmung der Depotbank ändern.

Alle Änderungen treten zum Zeitpunkt der Unterzeichnung durch die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank in Kraft. Sie haben nach Ablauf von fünf Tagen nach ihrer Publikation im «Mémorial» Wirkung gegenüber Dritten. Das Verwaltungsreglement ist bei der Kanzlei des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt.

Art. 15. Mitteilungen an die Anteilseigner

Sofern der Prospekt nichts anderes vorsieht, erfolgen Mitteilungen an die Anteilseigner normalerweise brieflich, sofern es sich um Namensanteile handelt und mittels einer Veröffentlichung im Luxemburger Wort, sofern es sich um Inhaberanteile handelt. Darüber hinaus können Veröffentlichungen auch, nach Wahl der Verwaltungsgesellschaft, in anderen Publikationsorganen erfolgen. Sofern gesetzlich vorgeschrieben, erfolgen Veröffentlichungen im Mémorial.

Art. 16. Dauer des Fonds, Auflösung

Der Fonds und die verschiedenen Teilfonds bestehen auf unbestimmte Zeit. Der Fonds darf aber im gegenseitigen Einvernehmen zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank aufgelöst werden. Nach dem Zeitpunkt des Auflösungsentscheides durch die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank dürfen keine Fondsanteile mehr ausgegeben, zurückgenommen oder umgetauscht werden.

Die Verwaltungsgesellschaft hat das Fondsvermögen im Interesse der Anteilseigner zu verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös der Teilfonds (nach Abzug allfälliger Liquidationsgebühren und -kosten) nach Massgabe der Weisungen der Verwaltungsgesellschaft anteilmäßig zum Verhältnis des Nettoinventarwertes pro Anteil an die betreffenden Anteilseigner verteilen.

Weder die Anteilseigner noch deren Erben oder sonstige Berechtigte können die Auflösung oder die Aufteilung des Fonds verlangen.

Art. 17. Verwirkung

Ansprüche von Anteilseignern gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verirken fünf Jahre nachdem der Anspruch entsteht.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und massgebende Sprache

Sämtliche Rechtsstreitigkeiten zwischen dem Fonds, den Anlegern, den Depotbank-, Verwaltungs-, Domizilierungs- und Hauptzahlstellen bzw. der Namensregister- und Umschreibestellen, den Anlageberatern, den nationalen Vertretern und den Vertriebsstellen sind der zuständigen Gerichtsbarkeit des Großherzogtums Luxemburg unterworfen. Es findet jeweils Luxemburger Recht Anwendung. Die vorgenannten Parteien können sich jedoch im Zusammenhang mit Forderungen von Anlegern aus anderen Ländern dem Gerichtsstand jener Länder unterwerfen, in denen Anteile angeboten und verkauft werden.

Dieses Verwaltungsreglement tritt am 27. Dezember 2001 in Kraft.

Luxemburg, 27. Dezember 2001.

JULIUS BAER MULTICLIENT MANAGEMENT S.A.

Unterschriften

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2002, vol. 563, fol. 63, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06492/000/570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2002.

SERVICE RBS. INSTITUT DE FORMATION. ACADEMIE SENIORS, Association sans but lucratif, (anc. SERVICE RBS, A.s.b.l.).

Siège social: L-5955 Itzig, 20, rue de Contern.

*Modifications des statuts enregistrés à la date du 29 décembre 1988
décidées par l'Assemblée extraordinaire du 18 juillet 2001*

Chapitre 1^{er}

Art. 1^{er}. L'association est une association sans but lucratif et prend la dénomination de SERVICE RBS. INSTITUT DE FORMATION. ACADEMIE SENIORS.

Chapitre 2

Art. 6. L'association recherche la collaboration avec toute institution ou tout service poursuivant des objectifs similaires tant sur le plan national que sur le plan international.

Chapitre 4

Art. 17. 1. L'association est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq membre au moins et de quinze membres au plus.

Soit les membres actuels:

1. Haan-Duval Marthe (Présidente); 19, rue de la Montée, L-3658 Kayl
2. Merkes Benn (Vice-Président); b.p. 209, L-9003 Ettelbruck
4. Hausmann André; 23, rue de l'Ecole, L-8466 Eischen
5. Kremer Jeannot; 42, rue de la Barrière, L-3321 Berchem
6. Mahassen-Zuccoli Patricia; 155, Cité um Schlass, L-5880 Hesperange
7. Nati Armand; 12, rue Théodore Eberhard, L-1452 Luxembourg
8. Sr. Schwalen Bertilla; b.p. 1181, L-1011 Luxembourg
9. Weber John; 283, rue de la Gare, L-4460 Soleuvre

M. Haan-Duval

Présidente de l'a.s.b.l.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2001, vol. 559, fol. 43, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06495/000/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2002.

CDC IXIS GLOBAL SECTORIEL.

Management Regulations

1) The Fund

CDC IXIS GLOBAL SECTORIEL (the «Fund») was created on December 21, 2001 as an undertaking for collective investment governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Fund has been organized under Part II of the Luxembourg Law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment (the «Law of 30 March 1988»), in the form of an open-ended mutual investment fund («fonds commun de placement»), as an unincorporated co-ownership of securities and other assets permitted by Luxembourg law.

The assets of the Fund are solely and exclusively managed in the interest of the co-owners of the Fund (individually a «Unitholder» and collectively the «Unitholders») by CDC OVERSEAS FUND MANAGEMENT S.A. (the «Management Company»), a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg.

The assets of the Fund are held in custody by DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG (the «Custodian»). The assets of the Fund are segregated from those of the Management Company. The rights of the Unitholders are represented by units (the «Units»).

By subscribing for Units any Unitholder fully approves and accepts these management regulations (the «Management Regulations») which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian. The Management Regulations and any future amendments thereto shall be published in the «Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations» (the «Memorial»). They shall further be filed with the District Court of Luxembourg and copies thereof shall be available at the Chancery of the District Court.

2) The Management Company

CDC OVERSEAS FUND MANAGEMENT S.A. is the Management Company of the Fund. The Management Company was organized in the form of a public limited company («société anonyme») for an unlimited period of time under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and has its registered office in Luxembourg City.

Its purpose is the creation, administration and management of one or several collective investment funds on behalf of their unitholders.

The Management Company manages the assets of the Fund in compliance with the Management Regulations in its own name, but for the sole benefit of the Unitholders of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund within the objectives set forth in Article 3 and the restrictions set forth in Article 16 hereafter.

The Board of Directors of the Management Company shall have the broadest powers to administer and manage the Fund within the restrictions set forth in Article 16 hereof, including but not limited to the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and other assets permitted by Luxembourg law and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

3) Investment Objectives and Policies

The investment objective of the Fund is to manage its assets for the benefit of the Unitholders.

The objective of the Fund will be to invest its net assets at all times principally in units or shares of Luxembourg or foreign UCI of the open-ended type.

There can however be no assurance that the investment objective will be achieved.

4) Classes of Units

Classes of Units within the Fund may be created from time to time by the Management Company so as to correspond to (i) specific distribution policy, which may, in some cases, give the right to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure and/or (iv) different distribution, unitholder servicing or other fees, and/or (v) a Unit Currency and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the Reference Currency of the Fund the assets and returns quoted in the Unit Currency of the relevant class of Units against long term movements of their Unit Currency and/or (vii) specific jurisdictions where the Units are sold and/or (viii) different types of targeted investors and/or (ix) different minimum initial, subsequent invest-

ment and holding requirements and/or (x) such other features as may be determined by the Management Company from time to time in compliance with applicable law.

All Units of the same class have equal rights and privileges. Details regarding the rights and other characteristics attributable to the relevant classes of Units shall be disclosed in the sales documents of the Fund.

The Board of Directors may, at any time, create additional classes of Units, whose features may differ from the existing class(es). Upon creation of new classes of Units, the sales documents of the Fund will be updated or supplemented accordingly.

5) The Units

5.1. The Unitholders

Except as set forth in section 5.4. below any natural or legal person may be a Unitholder and own one or more Units of any class of Units subject to the payment of the applicable subscription or acquisition price pursuant to the conditions specified in the Fund's sales documents.

Each Unit is indivisible with respect of the rights conferred to it. In their dealings with the Management Company or the Custodian, the co-owners or disputants of Units, as well as the bare owners and the usufructuaries of Units, must be represented by the same person. The exercise of rights attached to the Units may be suspended until these conditions are met.

Neither the Unitholders nor their heirs or successors may request the liquidation or the sharing-out of the Fund and shall have rights with respect to the representation and management of the Fund. Moreover, the death, incapacity, failure or insolvency of the Unitholders, their heirs or successors, shall have no effect on the existence of the Fund.

No general meetings of Unitholders shall be held and no voting rights shall be attached to the Units.

5.2. Unit Currency/Reference Currency

The Units shall be issued without par value in such currency as determined by the Management Company and disclosed in the sales documents of the Fund. The currency in which the Units in a particular class are issued is the «Unit Currency».

The assets and liabilities of the Fund are valued in its reference currency (the «Reference Currency»).

5.3. Form, Ownership and Transfer of Units

Units are issued in registered form only.

The inscription of a Unitholder's name in the register of Units evidences his or her right of ownership of such registered Unit(s). Unless a Unit certificate is requested, a holder of registered Units shall only receive a written confirmation of his or her unitholding.

Fractional registered Units are issued to three thousandth of a Unit, whether resulting from a subscription or conversion of Units.

Title to Units is transferred by the inscription of the name of the transferee on the register of Unitholders upon delivery to the Management Company of a transfer document, duly completed and executed by the transferor and the transferee.

5.4. Restrictions on Subscription and Ownership

The Management Company may, at any time and at its discretion, temporarily discontinue, terminate or limit the issue of Units to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from directly or beneficially acquiring or holding Units if such a measure is necessary for the protection of the Fund, the Management Company or the Unitholders of the Fund.

In addition, the Management Company may direct the Registrar and Transfer Agent of the Fund to:

- (a) reject any application for Units;
- (b) redeem at any time Units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding such Units.

In the event that the Management Company gives notice of a compulsory redemption for any of the reasons set forth above to a Unitholder, such Unitholder shall cease to be entitled to the Units specified in the redemption notice immediately after the close of business on the date specified therein.

6) Issue and Redemption of Units

6.1. Issue of Units

Units are made available through the Management Company on a continuous basis.

The Management Company may conclude contractual arrangements with intermediaries, dealers and/or professional investors (the «Placement Agent(s)») for the distribution of the Units, as disclosed in Article 13 hereinafter and entrust them with such duties and pay them such fees as shall be disclosed in the sales documents of the Fund.

The Management Company may impose restrictions on the frequency at which Units shall be issued in any class; the Management Company may, in particular, decide that Units of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents of the Fund.

Units shall be issued on such business day (a «Business Day») designated by the Management Company to be a valuation day (the «Valuation Day»), subject to the right of the Management Company to discontinue temporarily such issue as provided in Article 17.3 hereinafter. Whenever used herein, the term «Business Day» shall mean a day on which banks are open for business in Luxembourg City.

The price per Unit will be the Net Asset Value («NAV») per Unit of the relevant class determined in accordance with the provisions of Article 17 hereof as of the relevant Valuation Day provided that the application for subscription of Units has been received by the Registrar and Transfer Agent on a specific Business Day and by a time dictated by the Management Company and provided in the sales documents of the Fund; applications received after that time will be processed on the next Valuation Day. A sales charge (if applicable) representing a percentage of such NAV per Unit and which shall revert to the Management Company may be added. Subject to the laws, regulations, stock exchange rules or banking practices in a country where a subscription is made, taxes or costs may be charged additionally.

The Management Company reserves the right to reject any subscription request whether in whole or in part, in which case subscription monies paid, or the balance thereof, as appropriate, will be returned to the applicant as soon as practicable thereafter, provided such subscription monies have cleared, or to suspend at any time and without prior notice the issue of Units.

Investors will be required to complete the application form for Units (as attached to the Fund's sales documents) or any other documentation satisfactory to the Management Company in particular for the purpose of verifying that the subscriber is not a «U.S. Person». For subsequent subscriptions, instructions may be given by fax, telex or by post.

Payments for Units shall be made within a period not exceeding ten (10) Business Days after the relevant Valuation Day, as provided for in the sales documents of the Fund, by electronic bank transfer net of all bank charges (except where local banking practices do not allow electronic bank transfers) and in the Unit Currency of the relevant class or in any other currency (in which case the currency conversion costs shall be borne by the investor) to the bank account published by the Registrar and Transfer Agent. Failing this payment applications will be considered as cancelled.

No Units will be issued during any period when the calculation of the NAV per Unit is suspended by the Management Company, pursuant to the powers reserved to it by Article 17.3. hereinafter.

In the case of suspension of dealings in the Units, any subscription requests will be dealt with on the first Valuation Day following the end of such suspension period.

The Management Company may agree to issue Units as a consideration for a contribution in kind of securities to any Unitholder who agrees, in compliance with the conditions set forth by the Management Company pursuant to Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Fund («réviseur d'entreprises agréé») which shall be available for inspection by any Unitholder at the registered office of the Management Company, and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the Fund described in the sales documents of the Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Unitholders.

Minimum amounts of initial and subsequent investments, as well as minimum holding requirements for any class may be set by the Management Company and disclosed in the sales documents of the Fund.

6.2. Redemption of Units

Except as provided in Article 17.3. hereinafter, Unitholders may at any time request redemption of their Units.

Redemptions will be made at the NAV per Unit on any Valuation Day, provided that the application for redemption has been received by the Registrar and Transfer Agent on a specific Business Day and by a time dictated by the Management Company and provided in the sales documents of the Fund. Applications received after that time will be processed on the next Valuation Day.

Units will be redeemed at a price equal to the NAV per Unit in the relevant class (the «Redemption Price»), less a redemption charge, if any, as provided in the sales documents of the Fund. The Redemption Price may be higher or lower than the price paid at the time the subscription was made.

Instructions for the redemption of Units may be made by fax, telex or by post. Applications for redemption should contain the following information (if applicable): the identity and address of the Unitholder requesting the redemption, the relevant class, the number of Units or currency amount to be redeemed, whether the Units are issued with or without certificate the name in which such Units are registered and full payment details, including name of beneficiary, bank and account number. All necessary documents to complete the redemption request have to be enclosed with such application.

Redemption requests by a Unitholder who is not an individual must be accompanied by a document evidencing authority to act on behalf of such Unitholder or a power of attorney which is acceptable in its form and substance to the Management Company. Redemption requests made in accordance with the foregoing procedure shall be irrevocable, except that a Unitholder may revoke such request in the event that it cannot be honoured for any of the reasons specified in Article 17.3. hereof.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained so that redemption of Units may, under normal circumstances, be made promptly upon request by Unitholders and in any event within the deadline dictated by the Management Company and specified in the sales documents of the Fund.

Upon instruction received from the Management Company, payment of the Redemption Price will be made by wire or cheque within a period not exceeding ten (10) Business Days from the relevant Valuation Day, as disclosed in the sales documents of the Fund, or from the date on which the redemption request details have been received by the Management Company, whichever is the later date. Payment will be made in the Unit Currency of the relevant class or in any freely convertible currency specified by the Unitholder. In the last case, any conversion cost shall be borne by the Unitholder.

Units will not be redeemed if the calculation of the NAV per Unit is suspended by the Management Company in accordance with Article 17.3. hereinafter.

Furthermore, if on any Valuation Day redemption requests and conversion requests relate to more than 10 % of the Units in issue in the Fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for such period as the Board of Directors considers to be in the best interests of the Fund, but normally not exceeding two Valuation Day(s). On the next Valuation Day following such period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

Moreover, if on any given date, payment relating to substantial redemption requests may not be effected out of the Fund's assets or authorised borrowing, the Management Company may, upon consent of the Custodian, defer redemptions for such period as is considered necessary to sell part of the Fund's assets in order to be able to meet the substantial redemption requests.

If as a result of any request for redemption, the aggregate NAV of all the Units held by any Unitholder would fall below the minimum amount referred to in 6.1. hereof, the Management Company may treat such request as a request to redeem the entire unitholding of such Unitholder.

7) Conversion

Unitholders may have the right to convert their Units between different classes under certain conditions to be determined by the Board of Directors of the Management Company, as provided for in the sales documents of the Fund.

8) Charges of the Fund

The costs and expenses charged to the Fund include:

- All taxes which may be due on the assets and the income of Fund.
- Usual brokerage fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund.
- Legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interest of the Unitholders of the Fund.
- All fees and expenses payable by the Fund which shall include but not be limited to formation expenses, fees (investment management fees) payable to the Fund's investment manager(s), fees and expenses payable to the Fund's auditor, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, any paying agent, any listing agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the Directors (if any), their insurance coverage, and reasonable travelling costs and out of pocket expenses in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, advertising, translating and distributing prospectuses, management regulations, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to Unitholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

The amount of the total fees and expenses to be incurred annually by the Fund will not exceed 0.20 % per annum of the average monthly NAV of any class of Units.

9) Accounting year, Audit

The accounts of the Fund are closed each year on December 31 and for the first time closed on December 31, 2002.

The accounts of the Fund shall be kept in USD.

The accounts of the Management Company and of the Fund will be audited annually by an auditor appointed from time to time by the Management Company.

10) Publications

The Fund publishes annually a detailed audited report on its activities and on the management of its assets; such report shall include, inter alia, a detailed description of the assets of the Fund and a report from the Auditor. The Fund further publishes semi-annual unaudited reports, including, inter alia, a description of the investments made on behalf of the Fund and the number of Units issued and redeemed since the last publication.

The aforementioned documents will be made available at the registered office of the Management Company within four months for the annual reports and two months for the semi-annual reports as of the end of the relevant period and copies may be obtained free of charge.

Any other financial information concerning the Fund or the Management Company, including the periodic calculation of the NAV per Unit, the issue, redemption and conversion prices will be made available at the registered offices of the Management Company, the Custodian and the Registrar and Transfer Agent. Any other substantial information concerning the Fund may be published in such newspaper(s) and/or notified to Unitholders in such manner as may be required under Luxembourg law and/or specified from time to time by the Management Company.

11) The Custodian, Paying Agent, Corporate and Domiciliary Agent

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian of the assets of the Fund. DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG has been appointed as the Custodian of the Fund. DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG is a public limited company organized and licensed to engage in banking operations under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Its registered office is located in Luxembourg.

Either the Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon a three (3) months' prior written notice provided, however, that any termination by the Management Company is subject to the condition that a successor custodian assumes within two months as from termination of the responsibilities and the functions of the Custodian under the Management Regulations and provided, further, that the duties of the Custodian hereunder shall, in the event of a termination by the Management Company, continue thereafter for such period as may be necessary to allow for the transfer of all assets of the Fund to the successor custodian.

In the event of the Custodian's resignation, the Management Company shall forthwith, but not later than two months after the resignation, appoint a successor custodian who shall assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations.

All securities and other assets of the Fund shall be held in custody by the Custodian on behalf of the Unitholders of the Fund. The Custodian may, with the approval of the Management Company, entrust to banks and other financial institutions with the custody of all or part of the assets of the Fund. The Custodian may hold securities in fungible or non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian, with the approval of the Management Company, may de-

termine. The Custodian may dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund only upon receipt of proper instructions from the Management Company or its duly appointed agent(s). Upon receipt of such instructions and provided such instructions are in compliance with the Management Regulations, the Custodian Agreement and applicable law, the Custodian shall carry out all transactions with respect of the Fund's assets.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the Law of 30 March 1988 as such law may be amended from time to time. In particular, the Custodian shall:

(a) ensure that the sale, issue, redemption, conversion, if any, and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the Law of 30 March 1988 and the Management Regulations;

(b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with the Law of 30 March 1988 or the Management Regulations;

(c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund any consideration is remitted to it within the customary settlement dates; and

(d) ensure that the income attributable to the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.

Any liability that the Custodian may incur with respect to any damage caused to the Management Company, the Unitholders or third parties as a result of the non or defective performance of its duties hereunder and under the Custodian Agreement will be determined under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

The Management Company has further appointed DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG as the Fund's paying agent (the «Paying Agent») who will be responsible for the payment of distributions, if any, and for the payment of the redemption price by the Fund.

The Management Company has also appointed DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG as the Fund's corporate agent (the «Corporate Agent»). In such capacity, it will be responsible for all administrative duties required by Luxembourg law, and in particular for the book-keeping and calculation of the NAV of the Units.

The rights and duties of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG as Paying Agent and Corporate Agent, are governed by an agreement entered into for an unlimited period of time as from the date of its signature. It may be terminated by the Management Company or the Paying Agent and Corporate Agent on giving a three (3) months' prior written notice.

The Management Company has finally appointed DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG as the Fund's domiciliary agent (the «Domiciliary Agent»).

The rights and duties of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG as Domiciliary Agent, are governed by an agreement entered into for an unlimited period of time as from the date of its signature. It may be terminated by the Management Company or the Domiciliary Agent on giving a three (3) months' prior written notice.

12) The Registrar and Transfer Agent

FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A. has been appointed as the registrar (the «Registrar») and as the transfer agent (the «Transfer Agent») for the Fund and is responsible, in particular, for the processing of the issue, redemption and conversion of Units.

The rights and duties of FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A. as Registrar and Transfer Agent are governed by an agreement entered into for an unlimited period of time as from the date of its signature. It may be terminated by the Management Company or the Registrar and Transfer Agent on giving a three (3) months' prior written notice.

13) The Placement Agent(s)

The Fund may appoint Placement Agent(s) which will be responsible for the marketing and the promotion of the Units of the Fund in various countries throughout the world except in the United States of America or any of its territories or possessions subject to its jurisdiction.

14) The Investment Manager(s)

The Management Company may enter into a written agreement with one or more persons to act as an investment manager (the «Investment Manager(s)») for the Fund and to render such other services as may be agreed upon by the Management Company and such Investment Manager(s). The Investment Manager(s) shall provide the Management Company with advice, reports and recommendations in connection with the investment management of the Fund, and shall advise the Management Company as to the selection of the securities and other assets constituting the portfolio of the Fund. Furthermore, the Investment Manager(s) shall, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board of Directors of the Management Company, make investment decisions with regard to the Fund's assets and in particular purchase and sell securities and otherwise manage the Fund's portfolio and may, subject to the approval of the Management Company and of the competent regulatory authority, sub-delegate all or part of their functions hereunder. Such agreement(s) may provide for such fees and contain such terms and conditions as the parties thereto shall deem appropriate. Notwithstanding such agreement(s), the Management Company shall remain ultimately responsible for the management of the Fund's assets.

15) The Listing Agent

The Management Company may appoint a listing agent for the listing of the Units of each class on the Luxembourg Stock Exchange.

16) Investment Restrictions, Techniques and Instruments

16.1. Investment Restrictions

The investment policy shall comply with the following rules and restrictions:

1. In respect of the Fund's investments

At least 20 % of the Fund's net assets shall be invested in units or shares of other Luxembourg or foreign undertakings for collective investment (UCI) of the open-ended type in order to take full advantage of the investment policies of such UCI.

Up to 100 % of the Fund's net assets may however be invested in one other Luxembourg UCI as more fully described in the sales documents of the Fund.

The Fund furthermore reserves the right to acquire, at any time, up to 100 % of the shares issued by such other Luxembourg UCI.

On an ancillary basis, the Fund will invest in other UCITS benefiting from the European passport under the Council Directive EEC/85/611 and may also hold cash and cash equivalents, including money market instruments which are regularly negotiated and which have a residual maturity of 12 months or less from the acquisition date.

The Fund reserves the right to invest up to 10 % of its net assets in any one other UCITS referred to above and to acquire up to 10 % of the units or shares issued in such UCITS.

2. Borrowings

The Fund may borrow up to 25 % of its net assets, whatever the purpose of such borrowings may be.

16.2. Currency Hedging

In order to protect its present and future assets and liabilities against the fluctuation of currencies, the Fund may enter into transactions the object of which is the purchase or the sale of forward foreign exchange contracts, the purchase or the sale of call options or put options in respect of currencies, the purchase or the sale of currencies forward or the exchange of currencies on a mutual agreement basis provided that these transactions are made either on exchanges or over-the-counter with first class financial institutions specialising in these types of transactions and being participants of the over-the-counter markets.

The objective of the transactions referred to above presupposes the existence of a direct relationship between the contemplated transaction and the assets or liabilities to be hedged and implies that, in principle, transactions in a given currency may not exceed the total valuation of such assets and liabilities nor may they, as regards their duration, exceed the period where such assets are held or anticipated to be acquired or for which such liabilities are incurred or anticipated to be incurred.

17) Determination of the Net Asset Value per Unit

17.1. Frequency of Calculation

The NAV per Unit and the issue, conversion and redemption prices will be calculated at least once a month as more fully described in the sales documents of the Fund (a «Valuation Day»), in accordance with the provisions of Article 17.4. hereinafter. Such calculation will be done by the Custodian under guidelines established by, and under the responsibility of, the Management Company.

17.2. Calculation

The NAV per Unit within each class shall be expressed in the Unit Currency of such class and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the class (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities on any such Valuation Day) by the number of Units then outstanding in such class, in accordance with the valuation rules set forth under Article 17.4.

The assets and liabilities of the Fund are valued in its Reference Currency.

The NAV per Unit may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency of each class as the Management Company shall determine. If since the time of determination of the NAV of the Units there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Management Company may, in order to safeguard the interests of the Unitholders and the Fund, cancel the first valuation of the Units and carry out a second valuation.

The value of the assets will be determined as set forth in Article 17.4. hereof. The charges incurred by the Fund are set forth in Article 8. hereof.

17.3. Temporary Suspension of the Calculation

The Management Company, acting on behalf of the Fund may temporarily suspend the determination of the NAV per Unit and the issue, conversion, if any, and redemption of the Units:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which in the opinion of the Management Company constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally used in determining the price or value of any of the investments of the Fund or the current price or values on any stock exchanges or other market in respect of the assets attributable to the Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments in respect of the redemption of the Units or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due in respect of redemption of Units cannot in the opinion of the Management Company be effected at normal rates of exchange.

Notice of any such suspension and the termination thereof shall be notified by the Management Company, acting on behalf of the Fund to Unitholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Units for

which the calculation of the NAV has been suspended. The Management Company may however decide to publish such suspension and the termination thereof when appropriate.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the NAV per Unit, in which case Unitholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Fund, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

17.4. Valuation of the Assets

The calculation of the NAV of Units in any class and of the assets and liabilities of the Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Fund shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph a) below with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options in relation to which the Fund has an open position;
- 7) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing the Units of the Fund, insofar as the same have to be written off;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- b) The liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other organised markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Fund; provided that if a futures, forward or options contract cannot be liquidated on the day on which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.
- c) Units or Shares of UCITS will be valued at their last determined and available NAV, or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis.
- d) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

II. The liabilities of the Fund shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including, without limitation, administrative expenses, management fees, including incentive fees, if any, and custodian fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as of the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the Management Company, as well as such amount (if any) as the Management Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- 6) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all charges and expenses payable by the Fund pursuant to Article 8 hereof. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency of the Fund will be converted into such Reference Currency of the Fund at latest rates quoted by any major banks. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may authorise the use of other method of valuation, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

In the event that extraordinary circumstances render a valuation in accordance with the foregoing guidelines impracticable or inadequate, the Management Company will, prudently and in good faith, use other criteria in order to achieve what it believes to be a fair valuation in the circumstances.

18) Distribution Policy

The Management Company may issue distribution Units and capitalization Units in certain classes of Units within the Fund.

Capitalization Units capitalise their entire earnings whereas distribution Units pay dividends. The Management Company shall determine how the income of the relevant class of Units shall be disposed of, and may declare from time to time distributions in the form of cash.

The Management Company may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Management Company.

All distributions will be paid out of the net investment income available for distribution at such frequency as shall be determined by the Management Company. Interim dividends may be paid if and when decided by the Management Company in compliance with Luxembourg law.

Unless otherwise specifically requested, dividends may be reinvested in further Units within the same class and investors will be advised of the details by dividend statement. No sales charge will be imposed on reinvestments of dividends or other distributions.

No distribution may however be made if, as a result, the NAV of the Fund would fall below the equivalent in USD of EUR 1,239,467.62.-

19) Amendments to the Management Regulations

The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and in accordance with Luxembourg law, make such amendments to the Management Regulations as it may deem necessary in the interest of the Unitholders. The amendments shall be effective as per the date of their publication in the Memorial.

20) Duration and Liquidation of the Fund

The Fund has been established for an unlimited period. However, the Fund or any class of Units may be dissolved and liquidated at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian, subject to prior notice. The Management Company is, in particular, authorised, subject to the approval of the Custodian, to decide the dissolution of the Fund or of any class of Units where the value of the net assets of the Fund or of any class of Units has decreased to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for the Fund or the class of Units to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation.

In case of dissolution of any class of Units, the Management Company shall not be precluded from redeeming or converting all or part of the Units of the Unitholders, at their request, at the applicable NAV per Unit (taking into account actual realisation prices of investments as well as realisation expenses in connection with such dissolution), as from the date on which the resolution to dissolve the relevant class of Units has been taken and until its effectiveness.

Issuance, redemption and conversion of Units will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Fund.

In the event of dissolution, the Management Company will realise the assets of the Fund or of the relevant class(es) of Units in the best interests of the Unitholders thereof, and upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds from such liquidation, after deducting all expenses relating thereto, among the Unitholders of the Fund or relevant class(es) in proportion to the number of Units of the relevant class held by each Unitholder. The Management Company may distribute the assets of the Fund or of the relevant class(es) of Units wholly or partly in kind to any Unitholder who agrees in compliance with the conditions set forth by the Management Company (including, without limitation, delivery of an independent valuation report) and the principle of equal treatment of Unitholders.

As provided by Luxembourg law, at the close of liquidation of the Fund, the proceeds thereof corresponding to Units not surrendered will be kept in safe custody at the Caisse des Consignations in Luxembourg until the statute of limitations relating thereto has elapsed.

At the close of liquidation of any class of Units, the proceeds thereof corresponding to Units not surrendered may be kept in safe custody with the Custodian during a period not exceeding 6 months as from the date of the close of the liquidation; after this delay, these proceeds shall be kept in safe custody at the Caisse des Consignations.

In the event of dissolution of the Fund, the decision or event leading to the dissolution shall be published in the manner required by the Law in the Memorial and in three newspapers with adequate distribution, one of which must at least be a Luxembourg newspaper.

The decision to dissolve a class of Units shall be published as provided in Article 10 of the Management Regulations for the Unitholders of such class of Units.

The liquidation or the partition of the Fund or any class of Units may not be requested by a Unitholder, nor by his heirs or beneficiaries.

21) Merger of the Fund with another UCI

The Board of Directors may, with the approval of the Custodian, decide to cancel the Units issued in the Fund and, after deducting all expenses relating thereto, to allocate the Units to another UCI organised under Part II of the Law of 30 March 1988, subject to the condition that the investment objectives and policies of such other UCI are compatible with the investment objectives and policies of the Fund, in the case where the value of the assets of the Fund has decreased to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for the Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation.

In such event, a notice shall be published as provided in Article 10 of the Management Regulations. Such notice shall be published at least one month before the date on which the resolution of the Management Company takes effect.

The Unitholders shall have the right, for a period of one month as from the date of such publication, to request the redemption or conversion of all or part of their Units at the applicable NAV per Unit, subject to the procedures described under «Redemption of Units» and «Conversion of Units» free of charge.

22) Applicable Law, Jurisdiction, Language

Any claims or disputes arising between the Unitholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which the Units are offered or sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions, redemptions and conversions by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language of the Management Regulations.

Executed in three originals and effective as of December 21, 2001.

The Management Company

R. Calvo / C. Fersing

Directors

The Custodian

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

F. Guillaume / M. Lentz

Conseiller Principal / Attaché de direction

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2002, vol. 563, fol. 12, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(01375/250/524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2002.

OD INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 74.322.

La société WOOD, APPLETON, OLIVER & CO S.A., société anonyme, ayant son siège social au 9B, boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, dénonce par la présente le siège social de la société OD INVESTMENTS S.A. avec effet à la date de ce jour et déclare expressément mettre fin avant terme à la convention de domiciliation signée le 3 novembre 1999.

Monsieur Joseph Mayor a démissionné de son mandat d'administrateur en date du 6 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2001.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2001, vol. 562, fol. 98, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(01960/587/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2002.

FINIBANCO PORTFOLIO FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 70.393.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 22, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Composition du Conseil d'Administration

Alvaro Costa Leite, Porto

Mario Azevedo, Porto

Mario Morgadinho Grosso, Porto

Raymond Melchers, Luxembourg

Germain Trichies, Luxembourg

Commissaire aux Comptes

ARTHUR ANDERSEN, Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2001.

Certifié sincère et conforme

FINIBANCO PORTFOLIO FUND

G. Trichies

(54831/746/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

G.W.L. INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 34.616.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juillet 2001

Les comptes clôturés au 31 décembre 1999 ont été approuvés.

Décharge a été accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 1999.

L'activité de la société est continuée malgré la perte dépassant la moitié du capital social.

Les mandats de Gosta Vilhelm Ljungholm, administrateur-délégué, Brar Benny Ljungholm et Inger Mariann Ljungholm, Administrateurs, et le mandat de Marc Muller, Commissaire aux Comptes sont reconduits pour une période d'une année jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes clôturés au 31 décembre 2000.

Pour extrait sincère et conforme

Pour G.W.L. INVEST HOLDING S.A.

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54849/717/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

G.W.L. INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 34.616.

Le bilan au 31 décembre 1999 approuvé par l'Assemblée Générale du 23 juillet 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

(54850/717/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

BALTIC INVESTMENTS S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.
R. C. Luxembourg B 52.306.

In the year two thousand one, on the sixteenth of August.

Before Us, Maître Martine Weinandy, notary residing in Clervaux, acting in replacement of her colleague Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present minutes.

Was held a part of an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in Luxembourg under the denomination of BALTIC INVESTMENTS S.A., R. C. B No. 52 306, with its principal office in Luxembourg, organized as a «société anonyme» pursuant to a deed of Maître André Schwachtgen dated September 12, 1995, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. 599 of November 25, 1995.

The Articles of Incorporation have been amended several times and lastly by a deed of Maître André Schwachtgen, dated July 24, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. 61 of January 29, 2001.

The meeting begins at three p.m., Mr Steve Georgala, lawyer, residing in Paris, being in the chair.

The chairman appoints as secretary of the meeting Mr Christophe Gammal, economist, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Peter Conroy, company director, residing in London.

The Chairman then states that:

I.- That this general meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the meeting published in the «Recueil Spécial du Mémorial» C Nr 582 of 27th July, 2001 and Nr 607 of 7th August, 2001, and in the «Luxemburger Wort» of 27th July and 7th August, 2001 and by mail sent to all shareholders on 25th July 2001.

The related copies of the said publications and the receipts of the said letters are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

II.- The agenda of the meeting comprises among other the following items which require the presence of a notary:

1. To approve the liquidation of the Company and the distribution to Shareholders, pro rata to their current share interest, direct equity interests in each of the Company's three main investment divisions, namely one share (or proportion thereof) in ALBEMARLE INVESTMENTS LIMITED for each share presently held in the Company, one share (or a proportional limited partnership interest) in each of BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 1 LIMITED PARTNERSHIP and BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 2 LIMITED PARTNERSHIP for each share presently held in the Company, and one share in BALTIC FINANCIAL HOLDINGS S.A. for each share presently held in the Company.

2. To approve the delisting of the Shares from the Luxembourg Stock Exchange.

3. To approve the appointment of PALADIN LIMITED as liquidator of the Company.

III.- That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the bureau and which, after signature ne varietur by the shareholders present, the proxy holders of the shareholders represented and the members of the bureau of the meeting, shall remain attached to this deed together with the proxies to be filed at the same time with the registration authorities.

IV.- That it appears from said attendance list that out of the 6,023,505 shares of a par value of 1.25 Pound Sterling each, representing the total share capital of 7,529,381.25 Pounds Sterling, 4,942,570 shares are duly represented at this meeting which consequently is regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda.

After approval of the Chairman's statement and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The General Meeting approves the liquidation of the Company and the distribution to Shareholders, pro rata to their current share interest, direct equity interests in each of the Company's three main investment divisions, namely one share (or proportion thereof) in ALBEMARLE INVESTMENTS LIMITED for each share presently held in the Company, one share (or a proportional limited partnership interest) in each of BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 1 LIMITED PARTNERSHIP and BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 2 LIMITED PARTNERSHIP for each share presently held in the Company, and one share in BALTIC FINANCIAL HOLDINGS S.A. for each share presently held in the Company.

Second resolution

The General Meeting approves the delisting of the Shares from the Luxembourg Stock Exchange.

Third resolution

The General Meeting appoints as liquidator of the COMPANY PALADIN LIMITED, a company having its administrative office at Falcon Cliff, Palace Road, Douglas, Isle of Man.

The liquidator has the broadest powers to effect the liquidation, except the restrictions provided by the Law and the Articles of Incorporation of the Company in liquidation.

All the items of the agenda requiring the presence of the notary having been settled, the General Meeting continued to deliberate of the items of the agenda not requiring the presence of the notary.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le seize août.

Par-devant Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de BALTIC INVESTMENTS S.A., R. C. B n° 52.306, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, en date du 12 septembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 599 du 25 novembre 1995.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant un acte reçu par Maître André Schwachtgen en date du 11 mai 2000, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte à quinze heures sous la présidence de Monsieur Steve Georgala, juriste, demeurant à Paris.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Christophe Gammal, économiste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Peter Conroy, administrateur de société, employée privée, demeurant à Luxembourg. Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues au Recueil du Mémorial C N° 582 du 27 juillet 2001 et N° 607 du 7 août 2001, et au «Luxemburger Wort» des 27 juillet et 7 août 2001 et par lettres adressées aux actionnaires en date du 25 juillet 2001.

Les numéros justificatifs de ces publications et les récépissés de ces lettres ont été déposés sur le bureau de l'assemblée.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée comporte entre autres les points suivants qui requièrent l'intervention du notaire:

1. Approbation de la liquidation de la Société et la distribution aux Actionnaires, au pro rata du nombre d'actions qu'ils détiennent actuellement dans la Société, des participations directes dans le capital social des trois principales sections d'investissement de la Société, savoir une action (ou une proportion) dans ALBEMARLE INVESTMENTS LIMITED pour chaque action actuellement détenue dans la Société, une action (ou une participation proportionnelle dans la société) dans BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 1 LIMITED PARTNERSHIP et BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 2 LIMITED PARTNERSHIP pour chaque action actuellement détenue dans la Société, et une action dans BALTIC FINANCIAL HOLDINGSS.A. pour chaque action actuellement détenue dans la Société.

2. Approbation de la décotation des Actions à La Bourse de Luxembourg.

3. Approbation de la nomination de PALADIN LIMITED comme liquidateur de la Société.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, et qui restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

IV.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur les 6.023.505 actions d'une valeur nominale de 1,25 livre Sterling chacune, représentant l'intégralité du capital social de 7.529.381,25 livres Sterling, 4.942.570 actions sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à son ordre du jour.

L'assemblée après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée a pris, après délibération, les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'Assemblée Générale approuve la liquidation de la Société et la distribution aux Actionnaires, au pro rata du nombre d'actions qu'ils détiennent actuellement dans la Société, des participations directes dans le capital social des trois principales sections d'investissement de la Société, à savoir une action (ou une proportion) dans ALBEMARLE INVESTMENTS LIMITED pour chaque action actuellement détenue dans la Société, une action (ou une participation proportionnelle dans la société) dans BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 1 LIMITED PARTNERSHIP et BALTIC PRIVATE EQUITY FUND 2 LIMITED PARTNERSHIP pour chaque action actuellement détenue dans la Société, et une action dans BALTIC FINANCIAL HOLDINGS S.A. pour chaque action actuellement détenue dans la Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve la décotation des Actions à La Bourse de Luxembourg.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale approuve la nomination de PALADIN LIMITED, une société ayant son siège administratif à Falcon Cliff, Palace Road, Douglas, Ile du Man.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, sauf les restrictions prévues par la loi ou les statuts de la société en liquidation.

Tous les points de l'ordre du jour ayant requis l'intervention du notaire étant épuisé, l'Assemblée Générale continue à délibérer sur les points de l'ordre du jour ne nécessitant pas l'intervention du notaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: S. Georgala, C. Gammal, P. Conroy, M. Weinandy.

Signée par Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, en remplacement de son collègue Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 131S, fol. 17, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff.(signé): Kerger.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2001.

M. Weinandy.

(54767/230/138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HISTO CONSTRUCTION S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 48.219.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 1999, les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes ont été renouvelés pour la durée de six ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2005.

L' Conseil d'Administration se compose dorénavant comme suit: Mme Birgit Mines-Honneff, employée de banque, adresse professionnelle: 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, M. Jean Bodoni, Ingénieur commercial, adresse professionnelle: 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, et M. Guy Kettmann, Attaché de direction, adresse professionnelle: 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg. Le Commissaire aux comptes est Mme Marie-Claire Zehren, employée de banque, adresse professionnelle: 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Pour HISTO CONSTRUCTION S.A., Société Anonyme Holding

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme

P. Frédéric / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 20, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54852/006/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

mfi shipping company S.A., Aktiengesellschaft.
Gesellschaftssitz: L-2320 Luxemburg, 55, boulevard de la Pétrusse.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendeins, den zweiten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtswohnsitz in Niederanven.

Sind erschienen:

- 1) Herr Ralf-Roger Weiss, Verwalter, wohnhaft in D-45259 Essen, Elsasstrasse 18, vertreten durch Herrn André Harpes, Jurist, wohnhaft in Luxemburg durch die beiliegende Vollmacht gegeben in Essen, den 31. Juli 2001, und von den Anwesenden ne varietur gegengezeichnet;
- 2) Frau Reydan Weiss-Canli, Verwalter, wohnhaft in D-45259 Essen, Elsasstrasse 18, vertreten durch Herrn André Harpes, Jurist, wohnhaft in Luxemburg durch die beiliegende Vollmacht gegeben in Essen, den 31. Juli 2001, und von den Anwesenden ne varietur gegengezeichnet;

Kapitel I. Form, Benennung, Sitz, Zweck, Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Form und Benennung

Zwischen den obengenannten Komparenten und all jenen Personen, die das Eigentumsrecht an den nachstehend aufgeführten Aktien erwerben werden, wird andurch eine luxemburgische Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft gegründet.

Die Gesellschaft nimmt die Bezeichnung mfi shipping company S.A. an.

Art. 2. Sitz.

Der Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg/Stadt.

Durch Beschluss des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz jederzeit an einen anderen Ort des Grossherzogtums in Luxemburg verlegt werden. Durch Beschluss des Verwaltungsrates können Filialen oder Büros im Grossherzogtum Luxemburg sowie im Ausland eingerichtet werden.

Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eingetreten sind oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit dem Gesellschaftssitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz ins Ausland verlegen, und zwar solange wie die Ereignisse fortdauern. Diese provisorische Massnahme hat keinen Einfluss auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, welche unbeschadet dieser Verlegung des Gesellschaftssitzes die Luxemburger Staatszugehörigkeit beibehält.

Die Anordnung der Verlegung des Gesellschaftssitzes ist von einem der mit täglichen Geschäftsführung betrauten ausübenden Organ der Gesellschaft bekanntzugeben.

Art. 3. Zweck.

Zweck der Gesellschaft ist der Einkauf, Verkauf, Befrachtung, Frachtung und Verwaltung von Hochseeschiffen jeglicher Art, desweiteren die finanziellen und kommerziellen Operationen die direkt oder indirekt damit in Verbindung stehen.

Art. 4. Dauer.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Die Gesellschaft kann jederzeit im Wege einer Satzungsänderung durch Entschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden.

Kapitel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

Das Gesellschaftskapital wird auf fünf hundert tausend (500.000,-) Euro festgelegt. Es ist eingeteilt in fünf hundert (500) Aktien einer und derselben Art zu je tausend (1.000,-) Euro.

Art. 6. Form der Aktien.

Die Aktien sind Namensaktien oder Inhaberaktien laut Wunsch des Aktienbesitzers.

Die Inhaberaktien stammen aus einem Register mit laufend nummerierten Kontrollabschnitten.

Am Sitz der Gesellschaft wird ein Register der Namensaktien geführt, welches die genaue Bezeichnung eines jeden Aktionärs erfasst, sowie die Zahl der Aktien über welche er verfügt, und, gegebenenfalls, die Abtretung dieser Aktien mit dem Datum der Abtretung.

Der Verwaltungsrat kann Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgeben.

Art. 7. Übertragung und Verkauf der Aktien.

Jede Übertragung von Aktien an Dritte die nicht Aktionär sind, aus welchem Grund und unter welcher Form auch immer, sogar wenn sie nur das Titeileigentum ohne den Niessbrauch betrifft, unterliegt der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates.

Die Erben, Berechtigten und Gläubiger eines Aktionärs dürfen, aus welchem Grund auch immer, weder die Güter und Werte der Gesellschaft gerichtlich versiegeln, noch deren Teilung oder Statthaftung verlangen, Vorbeugungsmassnahmen nehmen, Inventare provozieren oder sich in irgendeiner Weise in deren Verwaltung einmischen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Gesellschaftsinventare und Bilanzen, und auf die Beschlüsse des Verwaltungsrates und der Generalversammlung beziehen.

Art. 8. An die Aktien verbundene Rechte.

Zusätzlich zu dem Stimmrecht, das der Aktie gesetzlich zugeschrieben ist, gibt jede Aktie Recht auf einen, zu den bestehenden Aktien proportionalen, Anteil des Gesellschaftsvermögens, der Gewinne oder des Liquidationskontos.

Die Rechte und Verpflichtungen die mit jeder Aktie verbunden sind, können nicht von ihr getrennt werden, gleichwohl in wessen Besitz sie gelingt.

Der Besitz einer Aktie bringt vollen Rechtes die Einwilligung der Gesellschaftsstatuten und der Entscheidungen der Generalversammlung mit sich.

Die Aktien sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar und sie wird für jede Aktie nur einen Eigentümer kennen.

Kapitel III. Verwaltungsrat.**Art. 9. Verwaltungsrat.**

Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern welche nicht Aktionäre sein müssen.

Die Gesellschafterversammlung wählt die Verwaltungsratsmitglieder und sie bestimmt die genaue Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates. Die Verwaltungsratsmitglieder werden auf eine Höchstdauer von sechs Jahren benannt, sie sind wiederwählbar und sie können jederzeit von der Gesellschaftsversammlung, mit oder ohne Grund, abberufen werden.

Bei Ausscheiden eines Mitgliedes des Verwaltungsrates sind die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder ermächtigt, die vorläufige Besetzung des vakanten Sitzes in gemeinsamer Beratung vorzunehmen. In diesem Fall wird die Gesellschaftsversammlung bei ihrem nächsten Zusammentreffen die endgültige Wahl vornehmen.

Art. 10. Versammlungen des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, einen oder mehrere Generalbevollmächtigte und setzt deren Befugnisse fest. Die Entschädigung und Honorare der Verwaltungsratsmitglieder werden gegebenenfalls von der jährlichen ordentlichen Gesellschaftsversammlung festgesetzt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können durch jedes Mittel, sogar mündlich, zu den Sitzungen des Verwaltungsrates einberufen werden.

Jedes abwesende oder verhinderte Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Mitglied durch Brief, Kabeltelegramm, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie Vollmacht zur Vertretung und zur Abstimmung bei einer Verwaltungsratssitzung erteilen.

Der Verwaltungsrat kann nur gültig beraten und ist nur dann beschlussfähig wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder erschienen oder vertreten ist.

Jeder Beschluss wird durch die Mehrheit der abstimmenden erschienenen oder vertretenen Mitglieder gefasst.

In Dringlichkeitsfällen ist ein schriftlicher Beschluss, welcher von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben ist, gültig und rechtsverbindlich, als wäre er während einer Verwaltungsratssitzung, welche regelmässig einberufen wurde und gültig beraten hat, gefasst worden. Ein solcher Beschluss kann in einem oder mehreren Dokumenten, in der Form eines Schriftstückes, eines Kabeltelegramms, eines Telegramms, eines Fernschreibens oder einer Telekopie, mit gleichem Inhalt beurkundet werden.

Art. 11. Protokoll der Verwaltungsratssitzungen.

Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden der Versammlung oder vom Generalbevollmächtigten oder von zwei beliebigen Mitgliedern unterschrieben. Die Abschriften oder Auszüge werden vom Vorsitzenden der Versammlung oder vom Generalbevollmächtigten oder von zwei beliebigen Mitgliedern beglaubigt. Die Vollmachten werden den Protokollen beigelegt bleiben.

Art. 12. Befugnisse des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist befugt, jedwede Handlung vorzunehmen, welche zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendig oder zweckdienlich ist, soweit dieselbe nicht durch das Gesetz oder durch die Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten ist.

Er kann unter anderem und ohne dass die folgende Liste komplett oder begrenzt sei, alle Verträge zeichnen oder Massnahmen treffen, die zur Ausführung jener Unternehmen oder Operationen die im Interesse der Gesellschaft sind, jede finanzielle oder andere Vereinbarung in diesem Zusammenhang machen, alle der Gesellschaft geschuldeten Summen einkassieren, davon Quittung abgeben, Überweisung oder Abzüge von Geldern, Renten, Guthaben oder sonstige Werten der Gesellschaft durchführen oder erlauben, jede Kontoeröffnung und alle damit verbundenen Operationen durchführen, Geld auf kurz oder lang an- oder verleihen.

Art. 13. Vollmachten.

Der Verwaltungsrat kann ein Teil oder die Gesamtheit seiner Mächte bezüglich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung an eines oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, sowie Direktoren, Handlungsbevollmächtigte, Angestellte oder andere Beauftragte übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Er kann auch Spezialvollmachten ausstellen oder fortdauernde oder vorübergehende Funktionen an Personen oder Beauftragte seiner Wahl übergeben.

Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung an ein Mitglied des Verwaltungsrates unterliegt der vorherigen Genehmigung der Gesellschafterversammlung.

Art. 14. Interessenkonflikte.

Verträge oder Transaktionen zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen können nicht beeinträchtigt oder für ungültig erklärt werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse in diesen anderen Gesellschaften haben oder dass sie Verwaltungsratsmitglieder, Handlungsbevollmächtigte oder Angestellte dieser Gesellschaften sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, welcher zur gleichen Zeit die Funktion eines Verwaltungsratsmitgliedes, Gesellschafters, Handelsbevollmächtigten oder Angestellten einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens ausübt, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschliesst oder mit welcher sie in irgendeiner Weise in geschäftlicher Verbindung steht, wird nicht durch die Tatsache seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder diesem Unternehmen daran gehindert sein, seine Meinung zu äussern, seine Stimme abzugeben oder tätig zu werden betreffend irgendeiner Frage in Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einem solchen Geschäft.

Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder dessen Erben, Testamentvollstrecker oder Verwalter entschädigen für alle vernünftigerweise von ihm aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeiner Tätigkeit, Klage oder einem Verfahren, in welchem er aufgrund seiner jetzigen oder früheren Tätigkeit als Verwaltungsmitglied der Gesellschaft zu einer Partei gemacht worden ist, oder auf Verlangen der Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen, bei dem die Gesellschaft

Aktionär oder Gläubiger ist und bei der ihm nicht das Recht auf Entschädigung eingeräumt wurde, es sei denn im Zusammenhang mit Angelegenheiten, bei denen er rechtskräftig wegen solch einer Handlung in einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt worden ist, im Falle eines Vergleichs soll Schadenersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet werden, die durch den Vergleich gedeckt sind und bei denen die Gesellschaft durch ihre Rechtsanwälte dahingehend belehrt worden ist, dass keine Pflichtverletzung die Person, welche von dem Schaden freigestellt wird, trifft. Die vorstehenden Rechte auf Entschädigung sollen nicht andere Rechte ausschliessen, auf die diese Person Anrechte hat.

Art. 15. Vertretung der Gesellschaft.

Die Gesellschaft ist rechtsverbindlich verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von je drei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die einzelne Unterschrift eines zu diesem Zwecke beauftragten Mitglied des Verwaltungsrates oder Bevollmächtigten, oder durch die einzelne Unterschrift einer Person, an welche durch den Verwaltungsrat oder sein Vertreter eine spezielle Vollmacht ausgestellt wurde, aber nur in den Grenzen dieser Vollmacht.

Art. 16. Bezüge der Mitglieder des Verwaltungsrates.

Die Gesellschafterversammlung kann an die Mitglieder des Verwaltungsrates Festbeträge auszuzahlen oder Präsenz-gelder verteilen oder ihnen einen Festbetrag zur Rückzahlung ihrer Reisekosten oder anderer Allgemeynkosten vergüten, welche als Betriebsausgaben zu verbuchen sind.

Art. 17. Kommissare

Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre sein müssen.

Der oder die Kommissare werden durch die Gesellschafterversammlung für eine Höchstdauer von sechs Jahren benannt, sie sind wiederwählbar und die Gesellschafterversammlung kann ihr Mandat zu jeder Zeit, mit oder Grund, widerrufen.

Die jährliche ordentliche Generalversammlung setzt gegebenenfalls die Vergütung für die Kommissare fest.

Kapitel IV. Gesellschafterversammlung

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.

Die Gesellschafterversammlung, welche ordnungsgemäss zusammengekommen ist, vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Sie hat sämtliche Befugnisse welche diese Satzung oder das Gesetz ihr erteilen.

Art. 19. Jährliche Generalversammlung.

Die jährliche Generalversammlung trifft ein jeweils am ersten Mittwoch im Monat Februar um 10.00 Uhr in der Gemeinde Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Platz, welcher in der Vorladung angegeben ist, und zum ersten Male im Jahre 2002.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so tritt die Generalversammlung erst am nächstfolgenden Werktag ein.

Art. 20. Andere Generalversammlungen.

Der Verwaltungsrat ist befugt andere Gesellschafterversammlungen einzuberufen.

Wenn aussergewöhnliche Ereignisse eintreten sollten, welche souverän vom Verwaltungsrat bestimmt werden, können die Gesellschafterversammlungen, inbegriffen auch die jährliche Generalversammlung im Ausland abgehalten werden.

Art. 21. Prozedur, Abstimmungen.

Die Gesellschafterversammlungen werden vom Verwaltungsrat oder von dem oder den Kommissaren in der vom Gesetz vorgeschriebenen Form einberufen. Die Einberufung muss die Tagesordnung der Gesellschafterversammlungen beinhalten.

Falls sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären die der Versammlung vorgelegte Tagesordnung zu kennen, kann eine Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden.

Jeder Aktionär kann einem Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, durch Brief, Kabeltelegramm, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie Vollmacht zur Vertretung und zur Abstimmung bei einer Gesellschafterversammlung erteilen. Der Verwaltungsrat ist befugt, alle anderen Bedingungen zur Teilnahme an den Gesellschafterversammlungen festzulegen.

Jede Aktie gibt Recht auf ein Stimme.

Ausser im Falle einer gegensätzlichen Bestimmung des Gesetzes und der Abberufung des Delegierten des Verwaltungsrates welche eine Mehrheit von dreiviertel der anwesenden Stimmen benötigt, erfolgen die Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der Stimmen.

Die Abschriften oder Auszüge der Versammlungsprotokolle, welche bei Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vorn Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder vom Generalbevollmächtigten oder von zwei Verwaltungsratsmitglieder beglaubigt.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Gewinnverteilung.

Art. 22. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr beginnt mit dem ersten Tag des Monates Januar und endet mit dem letzten Tag des Monates Dezember. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr mit dem Datum der Gesellschaftsgründung und endet am 31. Dezember 2002.

Der Verwaltungsrat bereitet die jährliche Bilanz sowie alle dazu gehörigen Dokumente, unter Beachtung der luxemburgischen Gesetzgebung und der luxemburgischen Buchhaltungspraxis, vor.

Art. 23. Gewinnanwendung.

Von dem durch die Bilanz ausgewiesenen Reingewinn dienen die ersten fünf Prozent (5 %) zur Speisung des gesetzlichen Reservefonds. Die Verpflichtung dieses Abzuges entfällt, sobald und solange der Reservefonds ein Zehntel des Gesellschaftskapital erreicht hat.

Die Gesellschaftsversammlung beschliesst gemäss dem Vorschlag des Verwaltungsrates über die Anwendung des restlichen Reingewinns. Sie kann beschliessen, den restlichen Gewinn oder einen Teil davon einem Reserve- oder Provisionsfonds zukommen zu lassen, ihn zu übertragen oder an die Aktionäre als Dividende zu verteilen.

Der Verwaltungsrat kann unter den gesetzlichen vorgesehenen Bedingungen einer Anzahlung auf Dividende vornehmen. Der Verwaltungsrat beschliesst den Betrag sowie das Datum, an welchem eine solche Anzahlung vorgenommen wird.

Die Gesellschaft kann unter Beachtung der vom Gesetz vorgeschriebenen Bedingungen, ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 24. Auflösung, Liquidation.

Ausser im Falle einer gegensätzlichen Bestimmung des Gesetzes kann im Wege einer Satzungsänderung durch Beschluss der Gesellschafterversammlung die Gesellschaft jederzeit aufgelöst werden.

Bei Auflösung der Gesellschaft werden ein oder mehrere Liquidatoren ernannt. Ihre Ernennung erfolgt durch die Gesellschafterversammlung welche ihre Befugnisse und Bezüge festsetzt.

Art. 25. Gesetzgebung.

Für alle Punkte, welche nicht durch die gegenwärtige Satzung bestimmt werden, beziehen sich die Parteien auf das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie dessen Abänderungsgesetze.

Zeichnung und Einbezahlung des Kapitals

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet:

1. Herr Ralf-Roger Weiss, vierhundert Aktien	400
2. Frau Reydan Weiss-Camli, einhundert Aktien.	100
Total: fünfhundert Aktien.	500

Auf alle Aktien wurde eine Barzahlung in Höhe von 100% geleistet, so dass der Gesellschaft vom heutigen Tage an ein Betrag von fünf hundert tausend (500.000,-) Euro zur Verfügung steht, wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann sind die eingangs erwähnten Personen, welche die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals vertreten und sich als gültig zusammengerufen betrachten, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengekommen und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Sie bestimmen einstimmig, die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf drei.

Zu Verwaltungsratsmitglied werden ernannt:

1. Die Société anonyme MARELUX S.A. mit Sitz in Luxemburg, 55, boulevard de la Pétrusse, welche Herrn Robert Mehrpahl als ihren Representant bestimmt,

2. Herr Ralf Roger Weiss, Verwalter, wohnhaft in D-45259 Essen, Elsassstrasse 18,

3. Frau Reydan Weiss-Camli, Verwalter, wohnhaft in D-45259 Essen, Elsassstrasse 18,

Das Mandat der ernannten Verwaltungsratsmitglieder endet am Schluss der jährlichen ordentlichen Generalversammlung von 2005.

Die laut Artikel 13 der Gesellschaftssatzung geforderte Genehmigung der Gesellschafterversammlung ist für die drei oben genannten Mitglieder des Verwaltungsrates jeweils einzeln gegeben.

Zweiter Beschluss

Sie bestimmen einstimmig, die Zahl der Kommissare auf eins.

Zum Kommissar wird genannt:

Herr Pierre Feltgen, Jurist, wohnhaft in Luxemburg, 55, bd de la Pétrusse.

Das Mandat des ernannten Kommissars endet am Schluss der jährlichen ordentlichen Generalversammlung von 2005.

Dritter Beschluss

Gemäss der gegenwärtige Satzung und des Gesetzes ermächtigt die Gesellschafterversammlung den Verwaltungsrat, die gesamte tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung individuell an ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates zu übertragen.

Vierter Beschluss

Sie setzen den Gesellschaftssitz fest auf L-2320 Luxemburg, 55, boulevard de la Pétrusse.

Versammlung des Verwaltungsrates

Alsdann sind die vorgenannten Verwaltungsratsmitglieder zu einer Versammlung des Verwaltungsrates zusammengekommen und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Die Firma MARELUX S.A., repräsentiert von Herrn Robert Mehrpahl vorgenannt, wird zum Generalbevollmächtigten ernannt, der Verwaltungsrat überträgt die gesamte tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung an ihn, welcher individuell zeichnet, gemäss der Ermächtigung die dem Verwaltungsrat an diesem Tag von der ausserordentlichen Generalversammlung erteilt wurde mit ganzer Vollmacht die Gesellschaft einzeln unter seiner alleinigen Unterschrift für alle Geschäfte zu binden.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Senningerberg, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit den instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. Harpes, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2001, vol. 130S, fol. 79, case 6. – Reçu 201.670 francs.

Le Receveur ff.(signé): Kirsch.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 27. August 2001.

P. Bettingen.

(54745/202/267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

ALESONTIA - LETZEBUERGER STUDENTEN ZU BONN, Association sans but lucratif.

Siège social: Luxembourg.

STATUTS

Les soussignés:

Hénin Ramses, Huberty Anne, Weydert Frank déclarent constituer par les présentes une association sans but lucratif, régie par la loi du 21 avril 1928 et par les statuts ci-après:

Titre I^{er}: Dénomination, Siège, Durée et Objet

Art. 1^{er}. L'association est dénommée: ALESONTIA - LETZEBUERGER STUDENTEN ZU BONN. Son siège est à Luxembourg.

Art. 2. La durée de l'association est illimitée.

Art. 3. L'association a pour objet:

- de réunir les Luxembourgeois étudiant ou ayant étudié à Bonn
- de cultiver entre eux l'amitié et la solidarité
- de les représenter officiellement auprès de l'université et auprès de différentes institutions estudiantines
- de soutenir et de conseiller les étudiants luxembourgeois nouveau-inscrits
- de faire progresser des relations amicales envers d'autres étudiants.

A cette fin, l'association organise toutes sortes d'activités de quelque nature qu'elles soient, et notamment des assemblées, des excursions, des festivités et des activités sportives et culturelles.

Le cercle est neutre en matière ethnique, religieuse, politique et idéologique.

Titre II: Membres

Art. 4. L'association se compose de membres actifs, comprenant les membres fondateurs sus-énumérés et ceux qui par la suite, adhèrent aux présents statuts et qui sont agréés en qualité de membre actif.

La demande pour devenir membre actif est à présenter oralement ou par voie écrite lors d'une assemblée générale.

Un nouveau membre ne peut être admis qu'avec l'assentiment de l'assemblée générale statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Toutefois le Conseil d'Administration se réserve le droit d'admettre des membres actifs à titre provisoire.

Les membres actifs jouissent seuls des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928 et les présents statuts. Leur nombre est illimité et ne peut être inférieur à trois.

Art. 5. Le Conseil d'Administration peut admettre aux conditions fixées par règlement d'ordre intérieur des membres honoraires qui n'acquiescent cependant pas de ce fait la qualité de membre actif.

Art. 6. La cotisation des membres actifs est fixée chaque année par l'assemblée générale, sans pouvoir dépasser 2000 francs luxembourgeois 50 euros.

Art. 7. La qualité de membre actif se perd par:

- a. la démission: tout membre de l'association est libre de se retirer de l'association en adressant par écrit sa démission au Conseil d'Administration;

b. l'exclusion: la demande d'exclusion signée par au moins dix membres actifs doit être présentée par voie écrite au Conseil d'Administration et l'exclusion d'un membre de l'association ne peut être prononcée que par l'assemblée générale statuant à la majorité des 2/3 des voix;

c. le non-paiement de la cotisation;

d. la perte de la qualité d'étudiant à Bonn et de la qualité de résident en Allemagne.

L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut pas réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées. De même, il ne peut réclamer aucun compte, de faire apposer des scellés, requérir un inventaire ou exiger la liquidation de l'association.

Titre III: Administration

Art. 8. Les organes d'administration sont le Conseil d'Administration et l'Assemblée générale.

Le Conseil d'Administration (dénommé le Comité)

Art. 9. L'association est administrée par un Conseil d'Administration composé de sept administrateurs qui doivent être membres actifs. En cas de vacance du mandat d'un ou de plusieurs administrateurs, le ou les membres restants continuent à former un Conseil d'Administration ayant les mêmes pouvoirs que si le Conseil était complet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Art. 10. La durée du mandat des administrateurs est de un an. Les administrateurs exercent leur mandat à titre gratuit. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Art. 10. La durée du mandat des administrateurs est de un an. Ledit mandat est bénévole et ne donne pas lieu à une rémunération. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art. 11. Le Comité se compose d'un président, vice-président, secrétaire, vice-secrétaire, trésorier et de deux membres. Les membres du Comité sont désignés par l'assemblée générale conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur.

Art. 12. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou à défaut, le plus âgé des autres administrateurs.

Art. 13. En cas d'empêchement du secrétaire ou du trésorier, ces fonctions sont exercées par l'un des administrateurs présents, à moins que le Conseil n'en ait investi une autre personne.

Art. 14. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents. Les administrateurs qui s'abstiennent du vote sont considérés comme pas présents pour le calcul de la majorité. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Toutefois, le Conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents.

Art. 15. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Tout ce qui n'est pas réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale est de la compétence du Conseil d'Administration.

Il peut, notamment, sans que cette énumération soit limitative, faire et passer tous actes et contrats, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles nécessaires pour réaliser l'objet en vue duquel l'association est constituée.

Le trésorier gère les finances de l'association. A cette fin il peut toucher ou recevoir toutes sommes ou valeurs, ouvrir seul tous comptes auprès des banques et de l'office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations, accepter tous subsides, donations et transferts.

Art. 16. Les actes qui engagent l'association autres que ceux de gestion journalière ou ordinaire, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du Conseil d'Administration, par le président dudit Conseil.

Art. 17. Les actions judiciaires sont poursuivies à la diligence du président du Conseil d'Administration ou de l'administrateur qui le remplace.

Art. 18. Tous actes de gestion journalière sont valablement accomplis par un ou plusieurs administrateurs.

L'assemblée générale

Art. 19. L'assemblée générale constitue l'organe suprême de l'association. Elle est composée de ses membres actifs et se réunit sur convocation du Conseil d'Administration:

en session ordinaire au moins une fois par année

en session extraordinaire sur décision du Conseil d'Administration ou sur demande écrite signée par un cinquième au moins des membres actifs.

Toute assemblée générale doit se réunir au plus tard dans le délai d'un mois à partir de la convocation.

Art. 20. La convocation aux assemblées générales a lieu par affichage au panneau officiel au moins quinze jours avant l'assemblée. L'ordre du jour, fixé par le Conseil d'Administration, doit être joint à la convocation.

Si l'ordre du jour contient une décision importante, c'est-à-dire l'élection ou la dissolution du Comité, l'exclusion d'un membre, le changement des statuts, la dissolution de l'association, la convocation doit se faire par écrit quinze jours avant l'assemblée.

Art. 21. Sous réserve des dispositions de l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 concernant les modifications statutaires, toute assemblée dûment convoquée peut délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents. Les questions ne figurant pas à l'ordre du jour de la convocation ne peuvent y être admises en assemblée qu'avec l'assentiment préalable comprenant en même temps une majorité des membres du Conseil d'Administration présents ou re-

présentés. Les résolutions relatives à ces questions seront prises aux conditions de majorité fixées au dernier alinéa de cet article. Tous les membres ont droit de vote égal dans l'assemblée générale. Tout membre peut se faire représenter par un autre membre en lui donnant une procuration écrite. Chaque membre présent ne peut être muni que d'une seule procuration.

Les décisions sont prises et les résolutions adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Art. 22. Les décisions, les résolutions et les rapports de l'assemblée générale sont consignées dans le registre et signés par le président et le secrétaire et tout tiers qui peut justifier d'un intérêt légitime le droit de prendre sans déplacement de ce registre en adressant une demande écrite au secrétaire.

Art. 23. L'assemblée générale décide dans le cadre de la loi et des statuts sur toutes les questions d'administration et d'activité de l'association qui ne sont pas expressément réservées au Conseil d'Administration. Sont notamment de la compétence de l'assemblée générale:

- les modifications des statuts et du règlement d'ordre intérieur la nomination et la révocation des administrateurs
- la dissolution de l'association
- la nomination et la révocation d'un réviseur

Il est expressément stipulé que la modification des statuts, la révocation des administrateurs et des réviseurs ne peut être décidée qu'à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Titre IV: Année sociale, comptes sociaux

Art. 24. L'année sociale commence le 15 octobre et finit le 14 octobre. Chaque année le Conseil d'Administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale un rapport d'activités, le bilan avec les comptes des recettes et dépenses de l'année écoulée, ainsi que le rapport de contrôle par le ou les réviseurs de caisse.

Art. 25. Les comptes et le bilan de l'association sont contrôlés chaque année par un ou plusieurs réviseurs de caisse élus par l'assemblée générale annuelle pour un terme de mandat d'une année.

Titre V: Dispositions finales

Art. 26. Par complément aux présents statuts, l'association est régie par un règlement d'ordre intérieur dont les termes lient tout membre actif.

Art. 27. La dissolution de l'association ne peut être décidée que par les trois quarts de tous les membres actifs. En pareille hypothèse l'assemblée générale désignera un liquidateur dont elle fixera les compétences.

La liquidation se fera suivant décision de l'assemblée générale, qui décidera de l'emploi du solde actif, en lui assignant une affectation conforme autant que possible à l'objet de l'association ou à son choix en l'affectant à une institution charitable établie au Grand-Duché du Luxembourg.

Art. 28. Tous les cas non prévus par les présents statuts sont réglés par les dispositions de la loi du 21 avril 1928.

F. Weydert.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 22, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(54749/999/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

INVESCO TAIWAN GROWTH MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 71.014.

Suite aux décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2000, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Shane P. Curran, INVESCO GT ASSET MANAGEMENT PLC, Alban Gate, 14th Floor 125, London Wall, London EC2Y 5AS England
- Jacques Elvinger, ELVINGER, HOSS & PRUSSEN, 2, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg
- Mark Heaney, INVESCO GT ASSET MANAGEMENT Ltd., 4, George's Dock, International Financial Services Centre, Dublin 1 Ireland
- Andrew Lo, INVESCO ASSET MANAGEMENT ASIA Ltd., 12/F, Three Exchange Square, 8, Connaught Place, Central Hong Kong
- Anthony A. Myers, INVESCO GT MANAGEMENT PLC, Alban Gate, 14th Floor 125, London Wall, London EC2Y 5AS England

Pour INVESCO TAIWAN GROWTH MANAGEMENT S.A., Société Anonyme

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 20, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54865/006/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

FIDES (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 41.469.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 19, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2001.

FIDES (LUXEMBOURG) S.A.

J.P. Everwijn

Administrateur

(54826/683/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

FIDES (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 41.469.

Assemblée Générale Annuelle

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle tenue au siège social en date du 21 juin 2001, du rapport et de la décision du Conseil d'Administration de la société FIDES (LUXEMBOURG) S.A. que les actionnaires et administrateurs, à l'unanimité des voix, ont pris les décisions suivantes pour les comptes annuels de 2000.

1) Décharge accordée aux administrateurs pour l'année 2000:

M. D.R. Scheepe

M. J.M.J. Kallen

M. J.P. Everwijn

M. F.B. Deiters

Décharge accordée à l'administrateur-délégué pour l'année 2000:

M. J.P. Everwijn

Décharge accordée au commissaire aux comptes pour l'année 2000:

ERNST & YOUNG S.A.

2) Election des nouveaux administrateurs:

M. J.M.J. Kallen

M. F.B. Deiters jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle

M. J.P. Everwijn est réélu administrateur jusqu'au 1^{er} septembre 2001. Est élu administrateur à partir du 1^{er} septembre 2001 en remplacement de M. J.P. Everwijn: M. R.J. Schol.

3) Les actionnaires autorisent le conseil d'administration à élire un des administrateurs en tant que nouvel administrateur-délégué de la société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle.

4) Election de ERNST & YOUNG S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

5) Le profit qui s'élève à LUF 27,399 est reporté.

6) Il a été décidé de convertir le capital de LUF 1.250.000,- en EUR 30.986,69. Les actions n'ont pas de valeur nominale et sont entièrement libérées.

7) Adapter l'article des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital souscrit est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans valeur nominale.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.P. Everwijn

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 19, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54827/683/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

KPN LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R. C. Luxembourg B 50.975.

Acte constitutif publié à la page 17572 du Mémorial C n° 367 du 4 août 1995.

Les comptes annuels révisés pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 22, case 11, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(54877/581/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

FIBORG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 32, rue Jean-Pierre Brasseur.
R. C. Luxembourg B 80.686.

L'an deux mille et un, le vingt-trois juillet.

Par-devant Nous, Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FIBORG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois après le transfert de son siège social de Milan, Italie, à Luxembourg selon acte du notaire instrumentant en date du 5 février 2001 non encore publié au Recueil Spécial du Mémorial.

La société est inscrite au registre du commerce près du tribunal d'arrondissement de Luxembourg sous le numéro B 80.686.

L'assemblée est présidée par M. Jean-Claude Wolter, avocat honoraire, demeurant à Bienne, Suisse, qui désigne comme secrétaire M. Claude Arend, cadre de banque e.r. demeurant à Olm.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Romain Thillens, réviseur d'entreprises, demeurant à Wiltz qui accepte.

Il résulte d'une liste de présence et de deux procurations sous seing privé qui demeureront annexées au présent acte, après avoir été paraphées par le mandataire des actionnaires représentés et les membres du bureau, pour être soumises avec le présent acte à la formalité de l'enregistrement, que l'intégralité du capital social de un million sept cent quarante et un mille (1.741.000) Euros représenté par huit cent soixante-dix mille cinq cent (870.500) actions d'une valeur nominale de deux Euros chacune est représentée et le mandataire des actionnaires de celles-ci déclare avoir connaissance de l'ordre du jour qui suit et accepter la réunion des actionnaires sans convocation préalable.

L'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires est le suivant:

1. Approbation du projet de fusion par absorption convenu le 30 mai 2001 devant le notaire Edmond Schroeder entre EUROTECNICA GROUP S.A. et FIBORG S.A.

2. Divers.

Monsieur le Président expose le projet de restructuration aux termes duquel EUROTECNICA GROUP S.A. deviendra la tête du groupe pour toutes les participations majoritaires dans les sociétés filiales tout en maintenant le siège secondaire à Milan, sous son propre nom, après la fusion-absorption de FIBORG S.A., le tout selon les termes du contrat de fusion acté devant le notaire instrumentant le trente mai 2001 et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés le vingt et un (21) juin 2001 (le «Projet de Fusion»).

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et attester par la présente au vœu de l'article 271 (2) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée par celle du 7 septembre 1987 (la «Loi de 1915») l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbante et à celle absorbée dans le cadre de la présente fusion, accomplie selon les dispositions de l'article 281 par une société absorbante qui est titulaire de plus de 90 % des actions et autres titres conférant droit de vote de la société à absorber.

Après avoir délibéré sur l'ordre du jour, les actionnaires approuvent, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. L'assemblée approuve le Projet de Fusion et sa date effective au lendemain de la présente assemblée, soit le 24 juillet 2001.

2. L'assemblée prend acte de l'offre irrévocable de la société absorbante EUROTECNICA GROUP S.A. d'acquérir à la date effective de fusion les trente-quatre mille huit cent vingt (34.820) actions de FIBORG S.A. actuellement détenues par EUROTECNICA SpA, Milan, Italie, selon les termes convenus avec celle-ci.

3. L'assemblée constate qu'en vertu de l'approbation par les actionnaires du Projet de Fusion

- FIBORG S.A. est dissoute sans autres formalités et sa liquidation clôturée de droit;

- l'ensemble du patrimoine (activement et passivement) de FIBORG S.A. est transféré à EUROTECNICA GROUP S.A. sans autres formalités, y inclus l'ensemble des actifs et passifs du siège secondaire à Milan de l'ancienne Fiborg SpA repris et maintenu par EUROTECNICA GROUP S.A. aux mêmes valeurs comptables et fiscales, sans réévaluation, en simple continuation de celles du siège secondaire de la société absorbée FIBORG S.A. (anct. FIBORG SpA, R.C. Milan 11 I 146-231 233) lequel «sede secondaria» est actuellement établi 63 Corso Buenos Aires sous le même code fiscal no 0729703152, en vertu des délibérations du Conseil d'Administration de FIBORG S.A. des 5 et 19 février 2001.

Compte tenu du fait que la société absorbante détiendra à la Date Effective toutes les actions de FIBORG S.A. et de l'accord écrit de l'actionnaire minoritaire actuel de celle-ci, cette fusion absorption s'effectue sans contrepartie autre que le rachat préalable par ET GROUP des 34.820 actions de FIBORG S.A. détenues par EUROTECNICA SpA.

ET GROUP devient dès lors notamment propriétaire, du fait de la fusion absorption de FIBORG S.A., de 6.720 actions d'EUROTECNICA SpA représentant 2,89%, actuellement détenues par FIBORG S.A., des 240.000 actions émises par celle-ci et de 2.498.000 actions de FIBLOG COMPANY S.A. en liquidation, représentant 49,96 des 5.000.000 d'actions émises par celle-ci.

ET GROUP devient en outre propriétaire, du fait de la fusion absorption de FIBORG S.A., de 55% des actions émises par la société italienne WONDERFIN SpA, établie à Milan.

Du fait de la fusion absorption, FIBORG S.A. sera dissoute sans liquidation et son siège secondaire à Milan sera de plein droit transformé sans liquidation, par le seul effet de la fusion, en un siège secondaire de la Société Absorbante EUROTECNICA GROUP S.A., avec maintien et confirmation à la Date Effective par EUROTECNICA GROUP S.A. des pouvoirs conférés au fondé de pouvoir Dr Manlio Spanu (né le 14 juin 1967 à Sassari (code fiscal SPN MNL 67H14 I 452) K) comme représentant permanent et fondé de pouvoir de EUROTECNICA GROUP S.A. avec les mêmes pouvoirs que ceux conférés par la société absorbée le 19 février 2001 pour le siège secondaire 63 Corso Buenos Aires à Milan.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau et le notaire.

Estimation des frais

Les comparants ci-dessus déclarent que les dépenses, frais, rémunérations et charges qui incombent à la société en raison du présent acte et de sa publication s'élèveront à environ 60.000 LUF.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-C. Wolter, C. Arend, R. Thillens, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 26 juillet 2001, vol. 418, fol. 91, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 août 2001.

E. Schroeder.

(54825/228/81) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

FINDIM GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 76.659.

Les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2000 et le rapport du réviseur d'entreprises y relatif, enregistrés à Luxembourg, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000 et le rapport de révision y relatif, enregistrés à Luxembourg, le 29 août 2001, vol. 557, fol. 20, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2001.

Signature.

(54830/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HUGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 52.314.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 10, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2001.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

(54858/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HUGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 52.314.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 9 août 2001 que les mandats des Administrateurs sortants suivants:

- M. Jean-Pierre Antherieu, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 9, avenue Percier, 75008 Paris, France, Président du Conseil d'Administration,

- M^e Vincent Denis, avocat, avec adresse professionnelle au 9, avenue Percier, 75008 Paris, France,

- Monsieur Fernand Heim, chef comptable, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

ainsi que celui du commissaire aux comptes sortant, Monsieur Marco Ries, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

ont été reconduits pour une nouvelle période de six ans.

Pour extrait conforme

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 10, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54859/521/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

F.V.A., FLEISCHVERARBEITUNG GESELLSCHAFT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4918 Bascharage, 16, rue Nicolas Meyers.
R. C. Luxembourg B 57.021.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 10 août 2001

Les comptes clôturés aux 31 décembre 1996 et 1997 ont été approuvés.

Décharge a été accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'aux 31 décembre 1996 et 1997.

Les mandats de Eve Saxenhammer-Mirgaine, administrateur-délégué, Michel Mirgaine et Hélène Doveze, administrateurs, et le mandat de Marc Muller, commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période d'une année jusqu'à l'Assemblée Générale approuvant les comptes clôturés au 31 décembre 1998.

Pour extrait sincère et conforme

FLEISCHVERARBEITUNG GESELLSCHAFT (En abrégé: F.V.A.) S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54832/717/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

F.V.A., FLEISCHVERARBEITUNG GESELLSCHAFT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4918 Bascharage, 16, rue Nicolas Meyers.
R. C. Luxembourg B 57.021.

Le bilan au 31 décembre 1997 approuvé par l'Assemblée Générale du 10 août 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

(54833/717/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

F.V.A., FLEISCHVERARBEITUNG GESELLSCHAFT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4918 Bascharage, 16, rue Nicolas Meyers.
R. C. Luxembourg B 57.021.

Le bilan au 31 décembre 1996 approuvé par l'Assemblée Générale du 10 août 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

(54834/717/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HSBC INSTITUTIONAL CLIENT FUNDS SICAV, Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.
R. C. Luxembourg B 58.549.

EXTRAIT

Monsieur Martin Tully a démissionné du conseil d'administration de la société avec effet au 3 janvier 2001.

Monsieur Paul Chow a démissionné du conseil d'administration de la société avec effet au 23 février 2001.

En date du 20 mars 2001, Monsieur George Efthimiou, Chief Operating Officer, HSBC ASSET MANAGEMENT HONG KONG LIMITED, 10F Citibank Tower, 3, Garden Road, Hong Kong et Monsieur Andrew James Fletcher, Director, Head of Client Investment Services, HSBC ASSET MANAGEMENT (EUROPE) LIMITED, 6 Bevis Marks, London EC3A7QP, England, ont été nommés administrateurs de la société.

Monsieur Andrew J. Ross a démissionné du conseil d'administration de la société avec effet au 12 juillet 2001.

Pour publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Son avoué

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 18, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54855/267/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HOMILUX, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 21.362.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 4 mai 2001 à Luxembourg

L'assemblée décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et de convertir le capital social pour le fixer à 61.973,38 (soixante et un mille neuf cent soixante-treize euros et trente-huit cents) avec effet au 1^{er} janvier 2001.

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède. En conséquence, l'article 5 alinéa 1 des statuts aura la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à soixante et un mille neuf cent soixante-treize euros et trente-huit cents (EUR 61.973,38) représenté par deux mille cinq cents (2.500) actions sans désignation de valeur nominale.»

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat de Messieurs Jacques Tordoor et Guy Glesener, Administrateurs et du Commissaire sortant; leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2007.

L'Assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Georges Bettermann de son poste d'Administrateur et décide de nommer en remplacement au poste d'Administrateur Monsieur Etienne Gillet, employé privé, 3B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2007.

L'Assemblée prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Jacques Tordoor, Administrateur, au 3B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 5, case 10. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54854/531/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

FLEURS ET HYDROCULTURE-SERVICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.
R. C. Luxembourg B 60.931.

L'an deux mille un, le dix-sept août.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

Monsieur Gaetano Licata, commerçant, demeurant à L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.

Lequel comparant déclare être, suite à une cession de parts sous seing privé à la valeur nominale, le seul associé de la société à responsabilité limitée unipersonnelle FLEURS ET HYDROCULTURE-SERVICE, S.à r.l., avec siège social à Steinsel, constituée suivant acte reçu par Maître Fernand Unsen, notaire de résidence à Diekirch, en date du 25 septembre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 725 du 31 décembre 1997.

L'associé a prié le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

Suite à la cession de parts sous seing privé, les deux cents (200) parts sociales sont tenues par Monsieur Gaetano Licata, prénommé.

L'associé décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre millions cinq cent mille francs luxembourgeois (4.500.000,- LUF), pour le porter de son montant actuel de un million de francs luxembourgeois (1.000.000,- LUF) à cinq millions cinq cent mille francs luxembourgeois (5.500.000,- LUF) par versements en espèces.

L'associé unique décide de convertir le capital de LUF en Euro, de sorte que le capital social de cinq millions cinq cent mille francs luxembourgeois (5.500.000,- LUF) est maintenant de cent trente-six mille trois cent quarante Euros (136.340,- EUR), représenté par mille (1.000) parts sociales de cent trente-six virgule trente-quatre Euros (136,34 EUR).

L'article six des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital est fixé à la somme de cent trente-six mille trois cent quarante Euros (136.340,- EUR), représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur de cent trente-six virgule trente-quatre Euros (136,34 EUR) chacune, intégralement libérées. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Ces parts appartiennent toutes à Monsieur Gaetano Licata, commerçant, demeurant à L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève approximativement à quatre-vingt-dix mille francs luxembourgeois (90.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: G. Licata, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 21 août 2001, vol. 419, fol. 14, case 9. – Reçu 45.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): E. Weber.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 27 août 2001.

E. Schroeder.

(54835/228/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

FLEURS ET HYDROCULTURE-SERVICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.

R. C. Luxembourg B 60.931.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 27 août 2001.

E. Schroeder

Notaire

(54836/228/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HSBC INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R. C. Luxembourg B 28.888.

EXTRAIT

Dans le cadre de la gestion journalière, la société est engagée par la signature d'au moins deux des signataires suivants, avec effet au 28 septembre 2000:

Liste A:

Monsieur Stephen Thatcher

Madame Marie-Dominique Gordon

Monsieur Paul Donckel

Monsieur Richard Long

Liste B:

Madame Isabelle Pesenti

Madame Claire Crookes

Pour publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HSBC INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 18, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54856/267/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HSBC INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R. C. Luxembourg B 28.888.

EXTRAIT

Monsieur Martin Tully a démissionné du conseil d'administration de la société avec effet au 3 janvier 2001.

En date du 9 avril 2001, Monsieur Chris Ewin, Chief Operating Officer, HBSC MANAGEMENT LIMITED, London, a été nommé administrateur de la société.

En date du 27 avril 2001, Monsieur Richard Long, Senior Manager Product Development, HSBC INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) S.A., Luxembourg, a été nommé administrateur de la société.

Monsieur Andrew J. Ross a démissionné du conseil d'administration de la société avec effet au 12 juillet 2001.

Pour publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Son avoué

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 18, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54857/267/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GLOBAL SHIPPING SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 56.595.

Le bilan de la société au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

- Il résulte d'une résolution prise par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 19 février 2001 que:

Est ratifiée la décision prise lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 14 septembre 2000 relative à la nomination aux fonctions d'administrateur de la société en remplacement de Madame Laurence Damhuis Thonon démissionnaire, de Monsieur Marcel Recking, licencié en sciences économiques demeurant à Bertrange (Luxembourg)

Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs de la société pour un terme de une année:

- M^e Charles Duro, avocat demeurant à Luxembourg

- M^e Lydie Lorang, avocat demeurant à Luxembourg

A été réélue à la fonction de Commissaire aux comptes pour un terme d'une année:

- La société anonyme LUX AUDIT S.A. ayant son siège social à Luxembourg.

Le mandat des administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire approuvant les comptes 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(54841/793/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GLOBAL SHIPPING SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 56.595.

Le bilan de la société au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(54842/793/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GLOBAL SHIPPING SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 56.595.

Le bilan de la société au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(54843/793/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GLOBAL SHIPPING SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 56.595.

Le bilan de la société au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

- Il résulte d'une résolution prise par l'Assemblée générale ordinaire tenue en date du 29 août 2001 que:

Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs de la société pour un terme de une année:

- M^e Charles Duro, avocat demeurant à Luxembourg

- M^e Lydie Lorang, avocat demeurant à Luxembourg

- Monsieur Marcel Recking, licencié en sciences économiques demeurant à Bertrange (Luxembourg)

A été réélue à la fonction de Commissaire aux comptes pour un terme d'une année:

- La société anonyme LUX AUDIT S.A. ayant siège social à Luxembourg.

Le mandat des administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'an 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(54844/793/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

HOBEVEST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 15.574.

Monsieur Robert Martiny s'est démis de ses fonctions d'administrateur avec effet au 24 août 2001.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Pour HOBEVEST S.A., Société Anonyme Holding

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme

P. Frédéric / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 20, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54853/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

IMMOSAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 52.693.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 14, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2001.

IMMOSAN S.A.

Signature

Un administrateur

(54860/534/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

MARINE RESOURCES INC., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 27.230.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 14, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 août 2001.

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001:

- Madame Lucy Dupong, avocat, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Joseph Hansen, avocat, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Gaston Stein, avocat, demeurant à Luxembourg.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001:

- AUDIEX S.A., société anonyme, Luxembourg.

Luxembourg, le 28 août 2001.

Signatures.

(54889/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GRAND HOTEL VERWALTUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 65.989.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 1^{er} août 2001

Les comptes clôturés aux 31 décembre 1998, 1999 et 2000 ont été approuvés.

Décharge a été accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'aux 31 décembre 1998, 1999 et 2000.

L'activité de la société est continuée malgré la perte dépassant la moitié du capital social.

Pour extrait sincère et conforme

GRAND HOTEL VERWALTUNG S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54845/717/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GRAND HOTEL VERWALTUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 65.989.

Le bilan au 31 décembre 1998 approuvé par l'Assemblée Générale du 1^{er} août 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

(54846/717/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GRAND HOTEL VERWALTUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 65.989.

Le bilan au 31 décembre 1999 approuvé par l'Assemblée Générale du 1^{er} août 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

(54847/717/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

GRAND HOTEL VERWALTUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 65.989.

Le bilan au 31 décembre 2000 approuvé par l'Assemblée Générale du 1^{er} août 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 août 2001, vol. 557, fol. 15, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

(54848/717/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

JÜRGEN SCHILLO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 4, rue Michel Rodange.
R. C. Luxembourg B 33.018.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 16 août 2001, vol. 556, fol. 85, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(54872/720/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

INNOVISION HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R. C. Luxembourg B 25.986.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise par le Conseil d'Administration tenue en date du 10 août 2001 que le siège social de la société a été transféré de L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54862/793/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

I.F.D.C., INTERNATIONAL FINANCE DEVELOPMENT COMPANY, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 21.124.

Par décision de l'Assemblée générale ordinaire du 3 mai 2001, les mandats des Administrateurs, du Commissaire aux comptes et du Réviseur indépendant ont été renouvelés pour la durée d'un an, jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire de l'an 2002.

Le Conseil d'Administration se compose dorénavant comme suit: MM. Albert Abehsera, Administrateur de sociétés, adresse professionnelle, 48, Wells Street, GB-London W1 T3PW, Yoshihiko Tomimatsu, Administrateur de sociétés, adresse professionnelle, LOMBARD ODIER & CO, Shiroyama Hills, 15 F, 4-3-1 Toranomom, Mimato-Ku, J-Tokyo 105-60015, Jean Bodoni, Ingénieur commercial, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, John Pauly, Directeur Adjoint de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg et George A. Robb, Directeur général de ASSET MANAGEMENT INV. COMPANY PLC (AMIC), The Cedars Compton Way, Moor Park Farnham, GB-Surrey GU10 1QY.

Le Commissaire aux comptes est: M. Guy Baumann, Attaché de direction, adresse professionnelle, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Le Réviseur indépendant est: DELOITTE & TOUCHE, Réviseur d'entreprises, adresse professionnelle, 3, route d'Ar-lon, L-8009 Strassen.

Avec effet au 1^{er} janvier 2001 le capital social de la société a été converti de LUF 15.000.000,- en EUR 371.840,29 et a été augmenté à EUR 372.000,- par incorporation d'un montant de EUR 159,71 à prélever sur les résultats reportés au 31 décembre 2000. Le capital social est dorénavant fixé à EUR 372.000,- (trois cent soixante-douze mille euros), divisé en 6.000 (six mille) actions de EUR 62,- (soixante-deux euros) chacune, entièrement libérées.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Pour INTERNATIONAL FINANCE DEVELOPMENT COMPANY, Société Anonyme Holding

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme

P. Frédéric / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 20, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54863/006/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

I.P.P. LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 77.310.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 21, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2001

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2001.

Elle appelle FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., 18A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg aux fonctions de commissaire aux comptes pour une même période.

Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour la société

Signature

(54871/506/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

INTERNATIONAL PARTICIPATION CONTROL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.895.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2001.

Pour la société

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(54864/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

INVESTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 57.480.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 19, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Report à nouveau EUR 387.094,61

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2001.

Signature.

(54870/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

KORTSTRUKT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 55.229.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 11 avril 2000

- est nommée Administrateur supplémentaire, Mademoiselle Corinne Bitterlich, conseiller juridique, demeurant à 29, avenue des Bois, L-1251 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2002.

Fait à Luxembourg, le 11 avril 2000.

Certifié sincère et conforme

KORTSTRUKT HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54876/795/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

INVESTA FOOD A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 44.489.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 21, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juillet 2001

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2001.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juillet 2001

L'assemblée décide de convertir le capital social en Euros, en conformité avec la loi du 10 décembre 1998. Le montant du nouveau capital est de EUR 49.578,70 représenté par 2.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 29 août 2001.

Pour la société

Signature

(54866/506/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

KALBAX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 81.450.

Conformément à l'article 5 point 10 de la loi du 23 décembre 1909, telle que modifiée par la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous vous informons de la conclusion d'une convention de domiciliation entre les sociétés:

BILLON ET ASSOCIES, Réviseurs d'Entreprises, 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et;

KALBAX, S.à r.l., société à responsabilité limitée, 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

La convention de domiciliation, datée du 31 juillet 2001, a été conclue pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 22, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54873/581/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

KALBAX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 81.450.

En date du 31 juillet 2001, le gérant de la société a décidé de transférer le siège social de la société de 12, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, 4ème étage vers le 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2001, vol. 557, fol. 22, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54874/581/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2001.

ALFIMARK HOLDING S.A., Société Anonyme.Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 51.961.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 février 2002 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

I (00068/795/14)

Le Conseil d'Administration.

QUADREX GROUP INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 22.935.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 février 2002 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers.

I (00070/795/16)

Le Conseil d'Administration.

DUVA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 10.529.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 février 2002 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers.

I (00069/795/15)

Le Conseil d'Administration.

MAGENTA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 50.803.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 février 2002 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

I (00071/795/14)

Le Conseil d'Administration.

CS CARAT (LUX), Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.
H. R. Luxemburg B 73.244.

Die Aktionäre werden hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der CS CARAT (LUX), die am Dienstag, dem 12. Februar 2002 um 11.00 Uhr am Sitz der CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, stattfinden wird, beizuwohnen und an den Abstimmungen teilzunehmen. Die Punkte der nachfolgenden Tagesordnung kommen zur Abstimmung:

Tagesordnung:

1. Entgegennahme des Berichtes des Verwaltungsrates
2. Entgegennahme des Berichtes des Buchprüfers
3. Vorlage der Jahresbilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung per 30. September 2001
4. Dividendenausschüttung
5. Entlastung des Verwaltungsrates
6. Entlastung des Buchprüfers
7. Neuwahl des Verwaltungsrates
8. Neuwahl des Buchprüfers
9. Verschiedenes.

Aktionäre, die dieser Versammlung persönlich beiwohnen und an den Abstimmungen teilnehmen wollen, werden gebeten, ihre Aktien spätestens sieben ganze Tage vor der Ordentlichen Generalversammlung, bei der CREDIT SUISSE (LUXEMBURG) S.A., der CREDIT SUISSE FIRST BOSTON AG, oder bei einer anderen Zahlstelle zu hinterlegen.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht, die ebenfalls zum o.g. Zeitpunkt bei einer der obengenannten Adressen eingehen muss, durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme, und die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Anwesenden Abstimmenden gefasst.

I (00140/736/29)

Der Verwaltungsrat.

IMMOBILIEN ENTWICKLUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 60.267.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 février 2002 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers.

I (00072/795/16)

Le Conseil d'Administration.

FEN-PORTFOLIO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 47.937.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 février 2002 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 septembre 1999, 2000 et 2001
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

I (00073/795/14)

Le Conseil d'Administration.

TAKOLUX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.117.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 février 2002 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2001
3. Nominations statutaires
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers.

I (00074/795/15)

Le Conseil d'Administration.

FORCHIM, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 6.398.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 février 2002 à 11.30 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et comptes de profits et pertes au 31 décembre 2001;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

I (00075/006/14)

Le Conseil d'Administration.

ISNY S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 30.285.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 12 février 2002 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de prononcer la dissolution anticipée de la société
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour la période allant du 1^{er} juillet 2001 jusqu'à la date de la mise en liquidation
4. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

I (00086/795/15)

Le Conseil d'Administration.

EDM INTERNATIONAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 50.523.

The Shareholders of EDM INTERNATIONAL are kindly invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company which will take place at the offices of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg on Tuesday, 12th February 2002 at 2.30 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

- adoption of English as the governing language of the Articles of Incorporation instead of French;
- amendment of Art. 2 to allow the Board of Directors to determine the period of the Sub-Funds;
- amendment of Art. 5 in order to allow the creation of Classes of Shares within a Sub-Fund;
- amendment of the clause relating to the termination and amalgamation of Sub-Funds or Classes (Art. 5);
- amendment of Art. 6 in order to allow subscriptions of shares by contribution in kind of securities and of Art. 21 in order to allow redemption of shares by redemption in kind of securities;
- amendment of Art. 16 to complete the definition of eligible states and to allow investments up to 10% in not eligible transferable securities;
- introduction of a 10% limit on redemption and conversion requests on a single valuation day (Art. 21);
- amendment of Art. 21 and Art. 24 concerning the delay of payment of the subscription / redemption price not later than 7 Luxembourg bank business days;
- amendment of Art. 21 to allow the Board of Directors to fix a minimum subscription, redemption, conversion or holding, and to limit or even suppress the right of conversion for any particular Sub-Fund and/or Class;
- amendment of the clause relating to the temporary suspension of the determination of the Net Asset Value of the Shares of Sub-Funds (Art. 22);
- amendment of the clause relating to the valuation of the assets of the company (Art. 23A);
- amendment of Art. 23C to replace by EUR the currency of the capital of the Corporation;
- introduction of a section D in the Art. 23 concerning the allocation of assets and liabilities for each Sub-Fund;
- introduction of the clause of non-solidarity between the Sub-Funds (Art. 23D);
- introduction of a section E in the Art. 23 concerning the calculation of the net asset value of different classes of shares;
- deletion of Art. 27 concerning the description of the Investment Adviser;

and as a consequence, general amendment of the Articles of Incorporation.

The new text of the Articles of Incorporation will be made available at the Registered Office of the Company during normal business hours.

The decision on the agenda of this extraordinary general meeting shall, at a first meeting, require a quorum of 50% of the shares issued and outstanding. Decision shall be validly made at a majority of two thirds of the shares present or represented and voting.

In case of lack of quorum at the first extraordinary general meeting, a second meeting will be convened so as to be held on Friday, 15th March 2002 at 2.30 p.m. at the same address with the same agenda, at which decision may be approved without quorum and at a majority of two thirds of the shares present or represented.

If you cannot be personally present at the meeting, please sign and date the enclosed proxy and mail it at least two days before the meeting to DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, for the attention of Ms. Sonia Neves.

I (00141/755/46)

The Board of Directors.

LAMDA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer.
R. C. Luxembourg B 67.845.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer le 12 février 2002 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Divers

I (00096/267/16)

Le Conseil d'Administration.

ALSINVEST S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
H. R. Luxemburg B 26.900.

Die Aktionäre werden zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am Montag den 11. Februar 2002 um 10.30 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Lagebericht des Verwaltungsrats und Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2000.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres.
5. Beschlussfassung hinsichtlich Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915.
6. Annahme des Rücktritts von zwei Verwaltungsratsmitgliedern und Entlastung.
7. Bestellung von zwei neuen Verwaltungsratsmitgliedern.
8. Ermächtigung an den Verwaltungsrat, eines der neuen Verwaltungsratsmitglieder als Delegiertes Verwaltungsratsmitglied zu ernennen.

I (00102/528/21)

Der Verwaltungsrat.

RHEINGOLD S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer.
R. C. Luxembourg B 18.854.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer, le 4 février 2002 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes
2. Election d'un nouveau commissaire aux comptes
3. Détermination de la durée du mandat du nouveau commissaire aux comptes

II (00041/267/14) .

AIR AMBIANCE FILTERS EUROPE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 77.434.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 11 février 2002 à 15.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2001
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

I (00104/029/18)

*Le Conseil d'Administration.***VALORES S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer.
R. C. Luxembourg B 11.177.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer, le 4 février 2002 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes
2. Election d'un nouveau commissaire aux comptes
3. Détermination de la durée du mandat du nouveau commissaire aux comptes

II (00042/267/14)

Le Conseil d'Administration.

**AKTIESELSKABET VARDE BANK, Société Anonyme danoise en faillite,
(depuis VB FINANS AS).**

Emprunt obligataire subordonné: LUF 500.000.000, 10% 1991-1996.

Mesdames et Messieurs les obligataires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE DES OBLIGATAIRES

qui aura lieu le 1^{er} février 2002 à partir de 10 heures au NOVOTEL, Quartier Européen Nord, Luxembourg-Kirchberg.

Ordre du jour:

1. Liste des présences
2. Président de séance
3. Historique des événements
4. Ratification des actions du représentant
5. Proposition de règlement transactionnel avec VB FINANS
6. Proposition de règlement transactionnel avec les autorités danoises:
Ministère des Finances, Banque Centrale du Danemark, Autorité de Surveillance Financière
7. Frais et flux de fonds
8. Divers

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale des obligataires, tout obligataire doit soit se présenter avec l'original des obligations au porteur, soit effectuer le dépôt de ses obligations auprès d'un établissement bancaire et démontrer par la présentation d'un certificat de blocage, datant de 5 jours maximum avant la date fixée pour l'assemblée générale, le blocage et la priorité au jour de l'assemblée.

Tout obligataire pourra voter en personne ou par mandataire.

Tout obligataire est instamment prié d'informer le représentant des obligataires de son intention de participer à l'assemblée générale des obligataires par lettre 5 jours francs avant la date fixée pour l'assemblée et de se présenter une heure à l'avance pour satisfaire aux formalités d'inscription.

Afin de permettre à l'assemblée d'avoir le quorum nécessaire pour délibérer sur l'ordre du jour, il est indispensable que les obligataires soient présents en nombre suffisant.

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A.

Le représentant des obligataires

II (00080/507/31)